



Fig. 3.15 Sketch humoristique, Terre et Liberté no. 1 vol. 1

Source : Libterre

### 3.2.4 La Mauvaise Herbe (2001-)

La Mauvaise Herbe est né vers la fin 2001 avec l'idée de faire un fanzine (ou simplement *zine*) anarchiste, c'est-à-dire un petit journal artisanal de style « brochure » qui requiert peu de connaissance technologique pour le produire. Plusieurs membres du zine *le Point d'Exclamation* ont participé à la création de la Mauvaise Herbe lors de la disparition de ce premier pour fusionner avec d'autres journaux pour former le périodique anarchiste *Le Trouble*. L'idée à la base était de créer un tremplin pour diffuser diverses idées, sans plate-forme. L'origine de la Mauvaise Herbe est marqué par les influences écologistes et insurrectionnelles. Le groupe est décrit par le CRAC-K<sup>50</sup> comme

---

<sup>50</sup> Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective du Québec (CRAC-K) est un groupe d'étude qui recense et étudie les groupes militants anticapitalistes et coopératives de travail dans la province. Il compte plusieurs membres provenant de diverses disciplines à travers les sciences humaines, notamment Anna Kruzinsky, Amandine Guilbert et Catherine St-Arnaud Babin.

[...] un collectif qui diffuse le journal anarcho-écologiste du même nom. Le collectif fait aussi la diffusion de livres neufs et usagés, mais aussi de brochures concernant l'anarchie, l'écologie radicale, la dé-domestication, les luttes autochtones, la libération animale, etc., ainsi que des critiques du capitalisme, de la civilisation, de la technologie/industrie et du fétichisme organisationnel. Il rassemble des anarchistes de diverses tendances promouvant ainsi la diversité que peut (et doit!) prendre l'anarchisme (CRAC-K, 2007).



Fig. 3.16 Mauvaise Herbe, couverture du numéro d'automne 2006  
Source : La Mauvaise Herbe

Excluant les contributions extérieures et des sympathisants

ponctuels, le groupe est composé de sept ou huit personnes environ. Il est principalement financé par ses membres, les contributions volontaires et les activités bénéfiques. La Mauvaise Herbe se réunit deux fois par numéro et organise parfois des réunions extraordinaires pour discuter de sujets particuliers (ex. le Salon du Livre anarchiste).

Entre 2001 et 2002, la Mauvaise Herbe change de format<sup>51</sup> et stabilise sa production un peu plus à partir de 2003, tirant quatre numéros par année : un par saison, à un tirage oscillant entre 400 et 500. La diffusion n'est pas égale, mais elle se fait généralement à plusieurs points de chute à travers Montréal, dans les cafés, bars, locaux communautaires et associations étudiantes. Le principal point de chute est la Librairie l'Insoumise. Parfois, des copies sont distribuées jusqu'à la librairie la Page Noire<sup>52</sup> de Québec. Dupuis-Déri (2005, 191) remarque qu'à partir de 2003, la Mauvaise Herbe s'affiche plus clairement de tendance anti-civilisationnelle, s'affirmant d'influences « anticivilisationnistes, autonomistes, insurrectionnistes, individualistes, écoanarchistes, anarcho-punks, anarcho-primitiviste, néo-lutte de classe, lutte contre les classes, luddistes, biorégionalistes, situationnistes et autres anarchistes sans étiquettes » (Mauvaise Herbe, 2003).

La Mauvaise Herbe réunit des textes de sujets très variés.

---

<sup>51</sup> La brochure passe du 11''x17'' au 8,5''x11'', pour des raisons pratiques liées à la production.

<sup>52</sup> Librairie anarchiste à Québec.

Mis à part les textes sur l'écoanarchisme et divers articles à propos de la critique anti-civilisationnelle, on retrouve des recettes médicinales naturelles, d'autres articles contre l'extrême-droite, l'individualisme, les bidonvilles, l'expérimentation animale, les antibiotiques, les néonazis, le travail, les élections. On retrouve aussi des articles à propos du nihilisme actif, du militantisme, des squat... Le zine fait la promotion de plusieurs nouvelles internationales et d'événements locaux d'intérêts similaires, dont les activités de la Forêt Noire.

La Mauvaise Herbe comporte un volet diffusion de livres et participe à la librairie anarchiste l'Insoumise. Il s'agit d'un des diffuseurs locaux présents au Salon du Livre anarchiste annuel. Le groupe a déjà organisé des spectacles bénéfiques avec certains groupes de musique locaux, dont *Haang Uups*, *Von Bismark 007*, *Masse Poésie*, les *Sainte-Catherines* et *Tempête*. Il a aussi organisé une conférence en 2006 avec l'américain Jason McQuinn, un des éditeurs de *Anarchy: a Journal of Desire Armed*, les éditions Paleo et C.A.L. Press. Finalement, la Mauvaise Herbe a donné un atelier sur la critique de la civilisation durant le premier Festival Écoradical et organisa le second avec Liberberre.

À l'automne 2007, la Mauvaise Herbe publie son 25<sup>e</sup> numéro, totalisant alors plus de dix mille exemplaires depuis 2001.



Fig. 3.17 Affiche, discussion avec Jason McQuinn  
Source : La Mauvaise Herbe

### 3.2.5 Le Collectif pour une Université Libre (2005- )

Né durant la grève générale étudiante à l'hiver 2005 à l'Université Sherbrooke, le Collectif pour une Université Libre (CUL) s'est formé pour lutter contre le monopole de Chartwells, une compagnie privée qui opère la cafétéria de l'université. Le CUL dénonce le sous-financement du système d'éducation qui pousse les universités à faire des

concessions avec le secteur de l'entreprise privée. De plus, elle dénonce le système agro-industriel et fait la promotion d'alimentation végétarienne de provenance locale. Entre cinq et six personnes constituent le noyau « permanent » du groupe mais jusqu'à 20 personnes participent à l'organisation. Le CRAC-K définit le CUL comme un

Collectif sans base d'affinité formelle. Prépare et sert de la nourriture bio et végétarienne (presque toujours) une fois par semaine à l'Université de Sherbrooke. D'autres activités ont aussi été organisées comme des lectures de poèmes engagés ou la participation à différents kiosques (CRAC-K, 2007).

Marie, la répondante de ce groupe, affirme qu'il s'agit plutôt d'un groupe d'affinité, où il y a aussi de la musique et de la projection de films durant la distribution. Cette distribution a lieu chaque semaine dans un salon étudiant devant la cafétéria de Chartwells au sein de la faculté de lettres et sciences humaines (AFELSH).

Le groupe achète notamment des légumes d'agriculteurs locaux. La nourriture est cuisinée au centre-ville de Sherbrooke, dans les locaux du groupe communautaire Rassemblement autonome des jeunes (RAJ). Il est financé par les contributions volontaires et des subventions d'associations étudiantes.

L'Université de Sherbrooke a envoyé des gardiens de sécurité à chaque distribution, sommant les militants d'arrêter leurs activités. À l'automne 2006, cinq participants ont été convoqués à un comité disciplinaire. L'administration a même fait venir des inspecteurs du

ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec (MAPAQ). Cependant, comme le groupe offre gratuitement la nourriture, les inspecteurs sont repartis. Plusieurs groupes ont supporté le CUL à la suite de la répression de l'administration, dont un journal local - *le Collectif* - et l'AFELSH de l'université.

### 3.2.6 Le Collectif de Minuit ( 2004-)

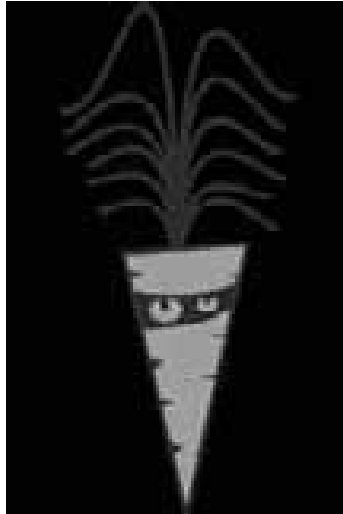


Fig. 3.18 Logo du Collectif de Minuit  
Source : Collectif de Minuit

Le Collectif de Minuit est inspiré du *Midnight Kitchen Collective*<sup>53</sup> de l'Université McGill. Né en 2004 et basé à

---

<sup>53</sup> Le *Midnight Kitchen Collective* est un groupe d'étudiants et d'étudiantes de l'Université McGill dans l'esprit du *Food not Bombs*. Les membres récupèrent, cuisinent et distribuent de la bouffe. Le groupe est officiellement financé par l'association étudiante qui prélève un certain montant en cotisation pour chaque étudiant de l'association à cette fin.

l'Université Laval, il se consacre principalement à la distribution hebdomadaire (une à deux fois par semaine) de nourriture récupérée et végétalienne, généralement biologique (CRAC-K, 2007). Il se prononce contre l'industrie agroalimentaire et contre la compagnie Sodexho qui détient la majeure partie de la distribution alimentaire sur le campus. Comptant environ dix à quinze participants, il est organisé horizontalement, informellement (peu de réunions) et fonctionne selon des règles de démocratie directe. Cassandre, la répondante, affirme que l'objectif à la base était de « faire une distribution de bouffe à l'université » mais elle ajoute qu'il s'agit aussi « comme moyen d'action directement contre Sodexho qui détenait la concession des distributions alimentaires ». De plus, il s'agit aussi d'une façon de « créer des espaces qui sont conviviaux où on peut discuter de ces thèmes là, et ça peut mener aussi à l'action ».

Notre action principale consiste à distribuer de la nourriture moyennant une contribution volontaire. Il constitue une alternative aux services alimentaires présents sur le campus, et ce à trois niveaux :

- Une alternative économique, en distribuant de la nourriture moyennant une contribution volontaire, ce qui amène les gens plus fortunés à contribuer pour le repas des plus démunis.
- Une alternative écologique et santé, en servant des repas entièrement végétaliens, ce qui favorise une culture beaucoup moins dommageable et cruelle que celle de la viande, en privilégiant les aliments biologiques, en compostant ses résidus et en évitant le suremballage.
- Une alternative sociale, en étant ouvert à tous et toutes, sans aucune discrimination, en prenant ses décisions démocratiquement et en prônant des valeurs sociales comme l'autodétermination, le

respect des différences, le partage et l'implication

Principalement défini dans l'action, le Collectif de minuit s'est fait défenseur de la cause de l'autodétermination de manière beaucoup plus large, lors d'action de solidarité, par exemple en distribuant de la nourriture au syndicat des chargés de cours lors de leur grève à l'hiver 2004, et lors de manifestation étudiantes embrassant nos principes. Toutefois, le fait d'avoir embrasser ces causes, ne fait pas de nous un service de traiteur militant... (Collectif de Minuit, 2005)

Le collectif est composé de dix à quinze participants, mais ce nombre fluctue beaucoup au fil du temps. Il est presque entièrement financé par les contributions volontaires, puisque la nourriture leur est donnée ou récupérée. Les participants ne disent pas bénéficier d'autre aide financière. Le groupe distribue ses repas devant la cafétéria du Pavillon de Koninck et *squatte* un local étudiant pour entreposer le matériel. Ils distribuent de l'information, sur papier mais aussi avec des haut-parleurs et ont déjà projeté des vidéos sur Sodexho, dénonçant ses investissements dans les prisons privées, et ses pratiques anti-syndicales. Cependant, le groupe cuisine à l'extérieur du campus universitaire après avoir été chassé des résidences étudiantes par l'administration de l'université.

Précisons ici qu'une vague de répression a été initiée par l'administration de l'Université Laval à partir de 2005. Selon Cassandra, la répression a commencé à cause d'un tract anonyme affichant un clou et le message « faut ajouter du piquant à Sodexho ». Cassandra estime que jusqu'en 2006, un total de quinze étudiants ont été sommés en comité de

discipline. Un café étudiant a reçu une mise en demeure parce que le Collectif en employait l'évier pour laver la marmite. En décembre 2005, une conférence de presse est tenue par le Collectif, où

Iseult Séguin Aubé, étudiante, Diane Lamoureux, professeure de science politique et Jesus Jimenez Orte, président de la Ligue des droits et libertés feront le point sur les récentes procédures disciplinaires entreprises par l'Université contre huit étudiantEs pour avoir 'aidé, encouragé et/ou distribué de la nourriture sans autorisation' (*id.*).

Durant cette période, la police aurait été appelée plusieurs fois par l'administration de l'université. Elle aurait même tenté de saisir la marmite (dénommée « Emma »). Le Collectif est entré en négociation avec l'université pour tenter de cesser les convocations. Cependant, le Collectif a refusé toute concession. Cassandra affirme que le groupe « a toujours refusé de s'affilier avec l'université ». Elle rajoute, « on veut pas être institutionnalisés ». À l'hiver 2005, l'université fait une liste de demandes au Collectif sans pourtant s'engager à cesser les convocations ni à révoquer les accusations contre les étudiants.

Nous autres on a dit 'de la marde!'. Dans le fond, on avait toujours existé avant, sans leur permission, donc ça a pas donné grand-chose [...] on a décidé de renvoyer une lettre à l'université en leur disant qu'on continuerait à fonctionner comme ça, leur disant qu'on voyait pas de raison de négocier. Ça s'est terminé comme ça (Cassandra, Collectif de Minuit).



Fig. 3.19 Distribution de nourriture à l'Université Laval par le  
Collectif de Minuit  
Source : Collectif de Minuit

### 3.2.7 La Terre d'Abord (2003-2005)

La première cellule québécoise d'Earthfirst!, la Terre d'Abord, est active durant environ trois ans. La cellule est fondée en 2003. Plusieurs des fondateurs participent à l'organisation contre le 12<sup>e</sup> Congrès Forestier Mondial à Québec, après quoi la première action officielle de la Terre d'Abord est l'action conjointe avec Libterre au siège social de Kruger, le 26 novembre 2003.

Le groupe compte un nombre changeant de personnes, environ six ou sept pour le noyau central. À ses débuts, la Terre d'Abord tenait ses réunions aux locaux de Greenpeace à Montréal, mais Damien explique que le groupe a soudainement été expulsé :

pendant un temps on avait nos réunions dans les locaux de Greenpeace, mais Greenpeace nous a foutu à la porte à cause que ça pouvait leur faire une mauvaise image. Même si on avait rien à voir avec eux, on faisait juste utiliser une salle de conférence. Dans le fond, elle nous a été interdite. Pis après ça on se déplaçait d'une maison à l'autre, d'un resto à l'autre

Ensuite, le groupe se déplace constamment d'un endroit à l'autre pour des raisons de sécurité, craignant d'être mis sous écoute par la police.

Le mouvement Earthfirst!, qui fonctionne selon le modèle autonome et décentralisé d'autres groupes écologistes radicaux tels ELF, ALF et SHAC, comporte quelques lignes directrices : principalement la sauvegarde de toute vie (ce qui exclut donc les actions comportant de la violence aux individus), une conception de l'écologie profonde et des

pratiques qui se résument généralement à des actions directes pacifiques (désobéissance civile) et du sabotage (i.e. *monkeywrenching*). Damien, répondant pour la Terre d'Abord, affirme qu'à l'origine, la constitution de la cellule était conforme au mouvement Earthfirst!: « on trouvait ça intéressant comme optique pis on a décidé de fonder une cellule à Montréal qui partageait le même genre de tactique pis le même genre d'idéologie ». La Terre d'Abord est presque entièrement autofinancée, mis à part un spectacle bénéfique lors du premier Festival Éco-Radical et la vente de chandails sérigraphiés.

Le groupe fonctionne sur des bases qu'on pourrait qualifier de libertaires, par démocratie directe et horizontale, avec emphase sur le consensus. Cela est perçu par Damien comme « le seul mode de décision qui permet vraiment à tout être de prendre position » et qui respecte « le bien-être de chacun ». Cependant, il s'agit beaucoup plus d'un groupe d'action directe qui adopte un mode de groupe d'affinité fermé, c'est-à-dire qu'il n'accepte pas de nouveaux venus et ne diffuse d'informations relatives à son organisation. Le groupe se restructure d'une action à l'autre pour éviter l'infiltration par la police.

L'action devant le siège social de Kruger illustre bien cette particularité. L'action a été organisée par Libterre et la Terre d'Abord : la Terre d'Abord a coordonné et exécuté l'action directe, l'appel aux médias et les volontaires qui seraient attachés à des barils (et se feraient arrêter), etc. Pour sa part, Libterre, plus ouvert, a organisé la

manifestation d'une centaine de personnes pour appuyer les dissidents et prévenir, par leur présence, la brutalité policière qui aurait pu survenir.



Fig. 3.20 Désobéissance civile devant Kruger  
Source : Liberteerre

À ses débuts, la Terre d'Abord est exclusivement centré sur la protection de la forêt Boréale, principalement par le biais de la campagne pour la sauvegarde de l'Île René Levasseur, qui a été initiée collectivement par le mouvement écologiste radical du Québec (avec PPL et Liberterre). Le groupe organise quelques manifestations, dont deux avec des sapins de Noël au rebus pour symboliser la déforestation.



Fig. 3.21 Manifestation pour la sauvegarde de la forêt boréale, le  
28 juillet 2004  
Source : Liberterre

La Terre d'Abord poursuit les efforts pour la sauvegarde de l'Île René-Levasseur avec la récente Coalition SOS Levasseur. Le groupe initie la première expédition sur l'Île à l'été 2004.



Fig. 3.22 Première expédition à l'été 2004 sur l'Île René-Levasseur.  
Source : La Terre d'Abord.

Le groupe a organisé le premier Festival Écoradical avec Libterre en 2004. Il initie une série de *Veillées Boréales* au Café Chaos : des soirées mensuelles où sont projetés divers films (dont plusieurs référents à Earthfirst!) sur des enjeux environnementaux, centrés sur la sauvegarde des forêts. Les soirées sont suivies de discussions au sujet de l'écologie et de diverses expériences de pratiques écologistes, avec une emphase sur la radicalité du discours et des pratiques.

En 2005, le groupe organise une autre action directe, cette fois-ci contre la construction de l'incinérateur de Belledune par Bennet Environnement. L'action a lieu aux bureaux de

circonscription de Paul Martin (qui était alors Premier Ministre du Canada), à Verdun. Les activistes entrent tôt le matin, expulsent les employés, s'attachent aux portes des locaux avec des cadenas liés autour du cou. Simultanément, Liberte terre organise une manifestation d'appui dont une bonne partie des manifestants demeure sur les lieux la nuit durant, pour être présent en cas de brutalité policière. Le lendemain, la police défonce un mur adjacent et scie les cadenas. Avec les procès qui ont suivi cette action, le groupe s'éteint.

### 3.2.8 Dada a faim (2002-2004)



Fig. 3.23 Extrait d'un document de Dada a faim  
Source : Dada a faim

Dada a faim s'est formé au printemps 2002 à la suite de l'expérience de comités de récupération et cuisine de nourriture qui avaient été organisés dans le cadre des

manifestations contre le Sommet des Amériques en 2001. L'œuvre conjointe des ces comités de *bouffe* avait réussi à servir plus de 7,000 repas pour les gens hébergés à l'Université Laval durant la tenue du Sommet. L'expérience a inspiré des personnes à fonder Dada un peu avant le squat du 920 de la Chevrotière, à Québec. Le groupe a fait sa première action pour l'ouverture de squat<sup>54</sup>.

Il n'a pas de local fixe, plutôt, les réunions et la cuisine se font chez les personnes membres du groupe. Initialement, le groupe est composé de quatre personnes, mais en compte parfois jusqu'à dix. Le nom « Dada » est inspiré du dadaïsme, puisque le groupe souhaitait faire de l'action militante qui soit aussi ludique et communicatrice (d'où l'emploi d'illustrations et de bandes dessinées) pour changer un peu le visage du militantisme anarchiste intellectuel « habillé en noir »<sup>55</sup>. Le nom a aussi été choisi parce qu'il peut signifier n'importe qui, comme le spécifie Alexandra : « Dada ça peut être n'importe qui, ça peut être Paul, ça peut être Jacques ». Elle insiste sur le fait que la faim soit choisie comme enjeu politique parce qu'elle est partagée : « 'la bouffe rejoint tout le monde, tout le monde peut avoir faim' » (Alexandra, Dada a faim).

---

<sup>54</sup> Action d'occupation initiée par le Comité populaire St-Jean-Baptiste dans le cadre d'une campagne du FRAPRU à l'été 2001, du 17 mai au 20 septembre, dans le quartier St-Jean-Baptiste de Québec (CRAC-K, 2007). On y réfère en tant que « Squat de la Chevrotière » parce qu'il était situé sur la rue du même nom.

<sup>55</sup> Par exemple, la bannière de Dada a faim est en tissu de couleur orange.

Le groupe fonctionne selon les principes de la démocratie directe, de façon plutôt souple. Son œuvre principale est d'organiser, jusqu'en 2004, une « action bouffe » par mois devant la bibliothèque Gabrielle-Roy, en basse-ville, dans l'effort de s'approprier l'espace et d'en faire un espace politique de lutte sociale. L'hiver, la distribution a lieu au Tam-Tam Café, tout près. Chaque mois, un thème particulier est choisi, comme la question des femmes, du logement, du racisme, etc. Outre la distribution gratuite de nourriture végétarienne ou végétalienne, le collectif fait de l'éducation populaire en distribuant de l'information, des tracts, des bandes-dessinées, liant les enjeux de la faim, de l'écologie au capitalisme et au patriarcat.

Aussi, le collectif appuie plusieurs autres actions de groupes libertaires de Québec, mais aussi de groupes communautaires, en distribuant des sandwichs végétariens ou des biscuits dans les manifestations par exemple. Alexandra illustre le lien entre l'éducation populaire (*agit-prop*, pour agitation et propagande) et l'alimentation, en soulignant leur implication dans le milieu libertaire de Québec :

[...] agit-prop, avec les actions bouffe dans la rue, l'objectif était de créer un espace politique autour de la bouffe [...] Lutter contre le capitalisme et le patriarcat, par le biais de la bouffe, de l'agit-prop, dans la rue, appuyer les actions avec lesquelles on était solidaire, participer à l'espace libertaire, que ce soit avec la NEFAC, la RIX qui existe plus, le collectif des Bas-Quartiers qui existe plus non plus, qui étaient tous des collectifs libertaires [...] la récupération de bouffe s'inscrivait là-dedans, tsé, comme contre le gaspillage, contre la surproduction, contre le suremballage, Dada a faim avait une position végétarienne

tendance végétalienne, donc contre l'industrie de consommation de viande... (Alexandra, Dada a faim)

Dada a faim est d'abord financé par des dons autour du Sommet des Amériques, puis par les contributions volontaires. Par la suite, le collectif a donné ce qu'il avait d'argent à la Journée Autogérée lors de sa dissolution en 2004.

En 2003, le groupe distribue de la nourriture au parc où se tiennent les deux journées d'ateliers populaires organisées en opposition au 12<sup>e</sup> Congrès Forestier Mondial par Libterre et les Amies de la Terre. Le collectif participe aussi à la campagne contre la destruction du Bois de l'Escarpe avec les Amies de la Terre en faisant un barbecue végétarien à une journée d'ateliers au même endroit.

Une des actions significatives de Dada a faim est son rôle dans l'organisation de la Journée Autogérée de 2003 et 2004, que le groupe a initié avec le collectif des Bas-Quartiers et la NEFAC. La journée regroupe des ateliers de plusieurs groupes à tendances radicales (ex. Cyprine, les Sorcières, le PASC, Nooneisillegal, la Nuit), mais aussi des groupes communautaires citoyens. Plusieurs centaines de personnes y assistent, avec de la nourriture de Dada a faim, des spectacles de musique en plein-air. L'objectif est de diffuser les idées radicales mais aussi de se rapprocher l'espace qui a été un lieu important de l'opposition au Sommet des Amériques de 2001. Alexandra parle de l'initiative de la Journée Autogérée.

On s'est dit, 'on fait une journée autogérée', avec des ateliers, dehors, l'Ilot Fleuri, c'est vraiment un espace – ben là y'existe plus – c'était un espace symbolique, politique, vraiment important dans l'imaginaire, pas juste des militants, du monde à Québec en général [...] penser les expériences d'auto-organisation, des mouvements qui essaient de faire des brèches avec une perspective radicale [...] c'était vraiment d'avoir un espace de diffusion, de convergence, d'initiatives radicales, sous une bannière libertaire affichée (Alexandra, Dada a faim).



Fig. 3.24 Affiche pour la Journée Autogérée de Québec, 2005.  
Source : Dada a faim.

### 3.2.9 Les Jardins sans nom (2006-)

Il y a peu d'information sur les Jardins sans nom. Cela est dû au fait que le groupe ne souhaite pas être connu du grand public. Le projet, situé simplement en banlieue de Montréal, est en territoire autochtone. Il est situé sur des terres de la Reine (i.e. de tenure publique) contestées, et occupe donc politiquement le site en question. Le groupe de tendance libertaire, fonctionne horizontalement et selon des pratiques de démocratie directe, est constitué de six à dix personnes, appuyées par plusieurs autres qui se greffent au projet de temps à autres, (surtout l'été pour les travaux sur le terrain). Les Jardins sans nom ont reçu de l'aide des Jardins de la résistance pour débiter la première saison en été 2006.

Le groupe est surtout autofinancé, mais reçoit aussi des subventions de certaines associations étudiantes. D'emblée, les Jardins sans nom veulent aider la communauté autochtone, localement et à Montréal. Cette aide se fait en deux temps. Premièrement, donner des légumes biologiques gratuitement pour contribuer à la sécurité alimentaire et la santé de la communauté locale. Deuxièmement, faire participer des membres de la communauté locale et de Montréal pour leur permettre un contact direct avec la terre, le partage des connaissances menant à une autonomie accrue et contribuant à la restauration d'une culture ancestrale de culture du sol.

Selon Martin, le répondant pour le groupe, l'ensemble du projet vise à « faire des liens directs de solidarité avec la communauté, qui est un travail de base, qui prend du

temps mais qui... que nous on fait à travers le travail collectif du jardinage ». Le projet s'ancre dans une lutte contre le colonialisme et de résistance culturelle. Il vise aussi à lutter contre la pauvreté et la dépendance au marché agro-industriel.

### 3.2.10 Les Jardins de la résistance (2004-)

Débuté à l'hiver 2004 en s'inscrivant comme la continuité de l'Action pour une solidarité paysanne (ASP), les Jardins de la résistance s'installent sur une terre dans les alentours de Huntington qui leur est prêtée et font de la production maraîchère biologique non certifiée à l'été 2005, 2006 et 2007. Les participants plus réguliers oscillent entre huit à dix le premier été, environ cinq pour le second et une douzaine pour le troisième été. Généralement, d'autres personnes s'ajoutent temporairement pour la période de l'été afin d'aider bénévolement aux travaux.

Le groupe fonctionne de façon horizontale selon les principes de la démocratie directe, visant le consensus. Les personnes qui assurent une permanence ont cependant un peu plus de contrôle sur l'ensemble des décisions, puisqu'elles assurent le suivi et ont souvent de meilleures connaissances techniques, qu'elles visent à partager. Maxime, le répondant, affirme que les Jardins sont

[...] un endroit pour apprendre, faire l'expérience de l'agriculture, souvent du monde qui ont pas tant d'expérience là-dedans... c'est un espace autant d'exploration sur d'autres façons de faire que l'agriculture conventionnelle, pis ça c'est quelque chose qui rallie beaucoup de monde; que ça soit un projet d'apprentissage

pis de formation. Y'en a une autre partie que c'est rendre accessible les aliments biologiques, souvent c'est super cher pis c'est réservé à des milieux super aisés [...] (Maxime, Jardins de la résistance).

Le groupe est financé par la vente de chandails et par l'obtention de subventions de différentes organisations étudiantes. Le reste de ses activités est financé par les participants eux-mêmes. Les trois grands objectifs des Jardins sont axés autour de l'autonomie : l'accessibilité à des aliments biologiques de qualité, la formation et le partage des connaissances, ainsi que le renforcement de liens avec des communautés précaires de Huntington et de Montréal. Ce dernier aspect est explicité par Maxime :

[...] utiliser la production de bouffe dans le cadre d'un processus plus large que ça d'organisation, de mobilisation, de changement. De montrer un exemple de projet plus autogéré, autonome, qui peut répondre directement des besoins sans attendre de l'État ou d'une compagnie, ça rentre dans de quoi de plus large : une volonté d'action sociale plus large (*id.*)

Les Jardins offrent une partie de leur récolte à des groupes militants de Montréal et des communautés ethniques plus pauvres à Montréal. Aussi, le groupe vend des paniers biologiques à coûts moindres et du « jus de terre » (tiré à partir de vermicompost). Cette pratique se veut complémentaire à la récupération de nourriture (i.e. *dumpsterdiving*) qui se fait beaucoup à Montréal, pour que des personnes à faibles revenus puissent au moins avoir des légumes biologiques de qualité durant l'été.

### 3.3 Les groupes non-répondants

### 3.3.1 Agite-Bouffe (2002-2006)

Agite-Bouffe est né à l'hiver 2002 durant l'occupation (squat) des anciens locaux de l'AGEsshalcUQÀM, où le groupe s'est formé pour cuisiner afin de soutenir les militants dans l'occupation. Il traite principalement des enjeux d'agriculture industrielle, de malbouffe, de récupération de nourriture. Il se rassemble ponctuellement pour cuisiner et distribuer de la nourriture, souvent à l'UQÀM mais aussi durant diverses activités militantes, dont une manifestation étudiante à Québec. Il est basé principalement à l'UQÀM mais est actif à plusieurs endroits de Montréal.

Le groupe est composé d'environ six personnes, mais a déjà compté jusqu'à dix participants réguliers. Il est organisé en groupe d'affinité sur des bases libertaires et écologistes radicales,

En 2003 et 2004, le groupe fait de la distribution de paniers de légumes biologiques à l'UQÀM, au coût de cinq dollars, une fois par semaine. À deux reprises, Agite-Bouffe distribue devant la cafétéria des Entreprises Auxiliaires de l'UQÀM. Plusieurs distributions sont organisées ailleurs dans l'UQÀM, notamment à l'entrée métro et au pavillon Judith-Jasmin. Le groupe tient un atelier intitulé « La malbouffe et vous » à la semaine de la culture libertaire, à l'UQÀM en 2004. Il cuisine pour une fête de solidarité avec la Colombie en avril 2004. Il accompagne généralement ses

distributions de tracts expliquant les enjeux visés et les raisons de l'action. Il est largement autofinancé, mais reçoit aussi les contributions volontaires et des subventions ponctuelles en provenance de certaines associations étudiantes.

Agite-Bouffe affectionne les actions spontanées. Peu de celles-ci ont été recensées, mais le groupe est allé plusieurs fois faire des action-théâtres dans des McDonalds en faisant semblant de vomir pour faire fuir la clientèle.

Il y a eu beaucoup de débats en 2004-2005 dans Agite-Bouffe à savoir si le groupe devait tenter de s'institutionnaliser et s'agréer dans l'UQÀM, tels l'ont fait le *Midnight Kitchen Collective* et *People's Potatoe*, respectivement présents dans les universités de McGill et Concordia. Mais le groupe tient sa position et refuse systématiquement de s'intégrer dans les structures. Il se contente de prendre avantage des locaux et de l'accueil de l'ASÉ-UQAM. Au printemps 2005, le groupe fait une large distribution gratuite de plantes de jardin que les membres ont fait pousser durant l'hiver. Ceux-ci aident la cause du Café Hubert-Aquin (le seul café étudiant autogéré de l'UQÀM) en s'opposant à l'ouverture d'un comptoir-café par les Entreprises Auxiliaires en face du Café Hubert-Aquin (qui résulte en la fermeture du comptoir l'automne suivant). En avril 2005, Agite-Bouffe participe à l'organisation de la Journée mondiale des luttes paysannes qui a lieu au CEDA, dans le quartier St-Henri, où il présente un atelier sur l'horticulture urbaine.

# Journée mondiale des luttes paysannes



Préparé par Agite-Bouffe, CRAC-Saint  
André-de-Bellefleur, Libération, Les Jeunes  
et Marie, Pêche à l'Éclair, Union Agricole  
Catholique, Union agricole Bas-Rhin

« L'industrie agroalimentaire affame le paysannisme!  
Réappropriation des terres, des semences  
et autres alternatives! »

## MANIFESTATION festive

à l'occasion de la Journée mondiale des paysannes

Vendredi 17 avril à 17h

à la Halle d'Art et d'Architecture de la Ville de Paris

## Pique-nique

Dimanche 17 avril à partir de midi

au CRAC, 2771 rue Lavoisier

à Paris 13<sup>e</sup>

Invitation gratuite sur place

Attention : les places sont limitées et les

entrées se font à l'entrée

Autres performances et animations

Agite-Bouffe - 1 place de la République, 75011 Paris

Agite-Bouffe - 1 place de la République, 75011 Paris

17h

Plus pour les enfants

Programme complet : [www.agitebouffe.org](http://www.agitebouffe.org)

Fig. 3.25 Affiche de la journée mondiale des luttes paysannes en  
avril 2004.

Source : PPL

Il aide à la création des Jardins de la résistance. Le groupe fait aussi parti du débat sur les « Défis du mouvement écolo-radical » lors du Second Festival Écoradical. Le CRAC-K fait une description du groupe inspirée de l'expérience de Sylvestro durant l'automne 2006. C'est durant cette période que le groupe cesse finalement d'exister en tant qu'Agite-Bouffe. Il ne reste plus aucun des fondateurs du groupe et les nouveaux participants ne

souhaitent pas perpétuer le nom. Le groupe devient un projet similaire centré sur la récupération, la cuisine et la distribution de bouffe, appelé les « cuisines collectives de l'UQAM ».

Avec des aliments principalement récupérés et biologiques, ce collectif prépare de la nourriture végétalienne une fois par semaine à l'UQAM et parfois pour des événements militants. Elles et ils font aussi de la distribution de nourriture récupérée à des gens du quartier lorsque les cuisines ne fonctionnent pas. Les principes guidant leurs actions sont l'autonomie alimentaire, l'accès à de la nourriture gratuite de bonne qualité et la création d'un esprit communautaire. Ce collectif dénonce le gaspillage du capitalisme et l'ingérence du secteur privé à l'université (CRAC-K, 2007).

### 3.3.2 Action pour une solidarité paysanne (ASP) (2003-2004)

L'ASP est le premier projet recensé d'agriculture biologique non-certifiée à tendances libertaires, quoiqu'il y ait peu d'informations relatives à son histoire. Le projet aurait existé deux ans : 2003 et 2004, c'est-à-dire deux saisons de culture, la seconde étant plus productive. Le groupe est basé à Nicolet sur une terre prêtée par le propriétaire. Le noyau du groupe était composé de trois à huit personnes, mais jusqu'à quinze personnes participaient au projet durant l'été.

En 2004 il opère simultanément sur trois terres dans la région. Visant l'autonomie alimentaire et l'autogestion, le groupe fonctionne avec les principes caractéristiques des collectifs libertaires : horizontalité, démocratie directe,

consensus, etc. La production – strictement maraîchère – était biologique mais non certifiée et la culture s’orientait selon les principes de la permaculture <sup>56</sup>. Les légumes produits étaient destinés au groupe en soit, mais surtout à des communautés précaires – à la fois dans la région de Nicolet et à Montréal – ainsi qu’à des groupes militants de Montréal pour certains événements et manifestations. Le groupe était principalement autofinancé mais fonctionnait aussi avec des dons dont les sources sont inconnues.

Le groupe a participé à la Journée sur les alternatives écologistes radicales de mai 2004 au parc Lafontaine à Montréal, organisée par PPL pour le 5<sup>e</sup> Festival de l’anarchie de Montréal. Il a présenté un atelier sur l’agriculture autonome en présentant leurs expériences, accompagné d’un segment sur la permaculture présenté par PPL.

### 3.3.3 Récoltes solidaires (2005-2006)

Il y a peu d’information disponible sur les Récoltes solidaires. Le groupe aurait existé de façon informelle durant un an, à Rigaud. Vers décembre 2006 il a fusionné avec les Jardins de la résistance. Maxime du groupe des Jardins affirme qu’ils ont des affinités similaires. Une annonce en juin 2006 sur la liste courrielle de Act-Montréal fait mention du groupe lors de la promotion d’une soirée

---

<sup>56</sup> C.-à-d. une culture biologique échelonnée à long terme visant le moins d’intervention possible et comportant, comme but ultime, l’autoproduction perpétuelle du sol, ce qui requiert des années de travail.

bénéfice à la Coopérative Griffintown pour financer le projet durant l'été.

Le Projet Récolte Solidaire est une initiative collective et communautaire qui prendra racine ce printemps sur une ferme près de Rigaud, située à environ 60 km au sud-ouest de Montréal. Concrètement, nous y cultiverons en grande quantité des légumes, fruits et céréales selon une méthode d'agriculture respectant et reflétant le plus explicitement possible les cycles et agissements de la nature. Le projet s'inspirera de cette technique portant le nom d'Agriculture sauvage (mieux connu sous le nom de Natural Farming). Notre projet vise également à être un espace démonstratif de résistance et d'alternatives face aux idéologies Agro-industrielles; à susciter le contact entre individus et familles 'de la ville' avec les espaces naturels; ainsi que d'offrir un support aux organisations communautaires à Montréal, en partageant une partie des récoltes avec les gens et communautés dans le besoin.<sup>57</sup>

### 3.3.4 La Forêt Noire (2005 - 2007)



Fig. 3.26 Logo de la Forêt Noire

Source : La Forêt Noire

---

<sup>57</sup> *Môvêz-zêrb!!!; Soirée festive en support avec Récoltes solidaires*, Act-Montréal, 7 juin 2006. Source Internet consultée le 7 juillet 2007 : <https://masses.tao.ca/pipermail/act-mtl/2006-June/002646.html>

La Forêt Noire est née lors de l'adaptation du roman *L'Aube Noire* de Massé en 2005 en pièce de théâtre. Il s'agit d'un « groupe d'affinité informel composé d'artistes »<sup>58</sup> basé à Montréal. Le groupe est peu actif mais produit occasionnellement des événements artistiques politiquement engagés : entre février 2005 et septembre 2007, deux pièces de théâtre et quatre soirées « micro-ouvert »<sup>59</sup> au Café Chaos. En décembre 2007 le collectif se dissout pour cause de conflits internes. Le groupe vise avant tout la diffusion d'idées.

Le groupe est composé d'une dizaine de personnes et est financé largement par ses membres mais aussi par les contributions volontaires et la vente de macarons. L'Association facultaire des étudiants et étudiantes de sciences humaines (AFESH) de l'UQÀM leur a donné deux subventions. Leur site Internet stipule que leurs « influences politiques vont de l'anarchisme au nihilisme actif, au postgauchisme, au queer, à l'écologie radicale et à la critique anti-civilisationnelle » (*id.*). Les membres font aussi la promotion de certains événements du milieu anarchiste montréalais, dont les Salons du Livre Anarchiste et le Second festival de théâtre anarchiste où ils ont présenté une pièce tirée du roman de Massé (2007) *The Noxious and the Daemon Flower*. Toutes leurs publications sont imprimées

---

<sup>58</sup> Forêt Noire (la), *Forêt Noire*, Source Internet consulté le 4 juillet 2007.

<http://www.foretnoire.yi.org/foretnoire.html>

<sup>59</sup> De l'anglais *open-mike*. Il s'agit d'un spectacle où les membres de l'audience peuvent performer librement au micro.

sur du papier 100% recyclé. Leurs propos sont fortement influencés par des idées anti-capitalistes et par l'écologie radicale – surtout la critique anti-civilisationnelle.

[...] nous luttons activement pour l'abolition de l'autorité et de la domination - sous toutes ses formes [...] l'abolition des conceptions anthropocentristes [...] de la symbolisation par l'abstrait, et donc, de ce que l'on appelle "civilisation" [...] nous croyons qu'il est possible de vivre dans un monde basé sur d'autres valeurs, où la nature ne soit plus écrasée par l'humanité [...] Nous voulons la fin de l'Histoire, la fin du Nombre, la mort définitive du Progrès. Nous voulons la Révolution. Et nous n'arrêterons jamais (*id.*).

### 3.4 Points de convergence

Cette description des quatorze groupes qui composent le mouvement écologiste radical du Québec permet d'observer quelques similitudes entre les groupes. À prime abord, j'observe que tous les groupes ont des affinités implicites ou explicites avec la pensée anarchiste. La plupart des groupes la revendiquent, tandis que d'autres (SHAC-Canada, la Terre d'Abord, le Collectif de Minuit) démontrent un fonctionnement fortement influencé par les principes libertaires, notamment en ce qui concerne la démocratie directe. La recherche du consensus, les tours de parole, l'absence de hiérarchie, l'horizontalité et le recours à des délégués plutôt qu'à des représentants sont toutes des méthodes de prise de décision à tendance libertaire. Les groupes ont tous un dédain plus ou moins explicite des structures conventionnelles d'organisation avec prise de

note, procès verbaux, animation, médiation, etc. À ma connaissance, Liberterre est le seul des quatorze groupes qui a déjà produit des procès verbaux de ses réunions. C'est peut-être là où réside plus précisément cette *informalité* à laquelle la plupart des groupes font référence : l'absence de documentation pouvant retracer leur prise de décision, assurant par le fait même un anonymat presque complet devant les autres institutions (université, police, gouvernement, etc.).

Je remarque aussi que les groupes ont tous une autonomie financière relative, au sens où ils ne dépendent d'aucune source de financement externe pour fonctionner. Leurs fonds viennent de l'investissement personnel des membres, des contributions volontaires de sympathisants et de vente de différents produits: macarons, chandails et écussons sérigraphiés. Ces produits portent généralement le nom du groupe ou quelque slogan et ou image qui véhicule les idées du groupe <sup>60</sup>. Une autre source non négligeable de financement est l'appui des associations étudiantes, qui, lorsqu'elles subventionnent les groupes, ne demandent rien en retour. Il semble alors que les groupes du mouvement écologiste radical aient un rapport différent aux ressources, comparé aux autres organisations du mouvement vert. Les groupes écologistes radicaux semblent accorder moins d'importance à ces aspects, préférant se concentrer sur l'élaboration de leurs idées, la lutte et les actions

---

<sup>60</sup> Par exemple, un écusson (i.e. *patch*) de Liberterre a pour slogan « toute destruction planétaire aura une riposte libertaire » à côté duquel sont dessinés une clef anglaise et d'une bombe : deux symboles de sabotage.

directes que façonner et peaufiner leur structure organisationnelle.

Aussi, la taille des groupes est relativement petite, se situant généralement entre environ cinq et quinze personnes par groupe. D'autres personnes peuvent se rajouter de façon ponctuelle, par exemple pour les corvées d'été aux jardins, mais ils le font alors à titre de sympathisants et non en tant que membres permanents. Les groupes qui fonctionnent par cellules (SHAC-Canada, la Terre d'Abord) sont ceux qui comptent le moins de personnes. Finalement, il peut être pertinent d'apporter la nuance selon laquelle les groupes qui s'affichent en tant que collectifs sont généralement plus nombreux que ceux qui s'affichent en tant que groupes d'affinité.

Finalement, notons un trait intéressant : la question de l'alimentation semble prioritaire pour la plupart des groupes. Qu'il s'agisse de production (agriculture), surproduction (récupération), mauvaise consommation (malbouffe, transgénique) ou même sur le mode d'alimentation (végétarisme / végétalisme), presque tous les groupes touchent, de près ou de loin, à au moins un des aspects de la question de l'alimentation. Il s'agit là d'un élément à réflexion. Rappelons que ces groupes sont situés au Québec, c'est-à-dire dans un pays riche où la malnutrition n'est pas un phénomène répandu. La faim existe dans la province, certes, mais si les groupes traitent d'alimentation, ce n'est certainement pas pour enrayer un strict déficit calorifique. En termes d'alimentation, leur

optique est certainement plus qualitative que quantitative. Pourquoi, alors, est-ce que les écologistes radicaux convergent sur la question de l'alimentation? Peut-être s'agit-il d'un point de rencontre entre les valeurs d'égalité sociale et de protection de l'environnement? En abordant ainsi la question de l'alimentation, les groupes semblent vouloir contrer une des conséquences de la pauvreté économique et proposer des alternatives de consommation qui soient plus en accord avec leurs valeurs, à la fois écologiques et sociales. Il est intéressant de remarquer qu'en questionnant ainsi la consommation et la production dans un contexte capitaliste par le biais de l'alimentation, les écologistes radicaux interpellent directement le rapport de la société à la nature.



## CHAPITRE IV

### PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIOSPATIALES

Dans ce chapitre, j'analyse les pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux du Québec. À partir de la documentation issue des groupes, des informations fournies par les membres en entrevue ainsi que de l'historique spécifique à chaque groupe. Il faut toutefois rappeler que le mouvement écologiste radical québécois n'est pas homogène. Le chapitre 3 démontre que les intérêts, structures et activités varient d'un groupe à l'autre.

Dans la partie qui suit, j'adresse les questions principales de ma recherche et teste mes hypothèses, à commencer par l'analyse des discours, stratégies et pratiques. À la suite de ces observations, je présente le regard adressé par les écologistes radicaux face au mouvement vert plus large, spécialement aux organisations qui le composent. Je termine par une analyse des pratiques et représentations sociospatiales des groupes via quatre dimensions du territoire : idéelle, vécue, matérielle et politique. Voici un rappel des variables et indicateurs à la base de ce travail d'analyse.

Variables	Indicateurs

Dimension matérielle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions / diffusion (type et échelles)</li> <li>- Réseaux et alliances (échelles)</li> <li>- Conception des ressources / milieu naturel (multiscaleaire)</li> </ul>
Dimension idéale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception « écologiste » du monde</li> <li>- Enjeux (type et échelle)</li> <li>- Stratégie, revendications</li> <li>- Conception espace / territoire</li> <li>- Nature / culture</li> <li>- Technologie</li> </ul>
Dimension vécue	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport au milieu de vie actuel (urbain/rural)</li> <li>- Réappropriation de lieux (squat)</li> </ul>
Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport à l'État</li> <li>- Rapport aux institutions</li> <li>- Expérience de répression</li> </ul>
Mouvement vert	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signification du radicalisme</li> <li>- Distinction entre environnementalisme et écologie</li> <li>- Relation avec les groupes environnementaux institutionnalisés</li> </ul>

Tab. 4.1 Variables et indicateurs de l'étude, version courte

#### 4.1 Le mouvement écologiste radical québécois

Une des questions de l'étude vise à sonder la cohérence de la praxis territoriale des groupes à la lumière de la géographie sociale, en comparant la qualification cognitive

de leurs représentations sociospatiales avec la particularité de leurs pratiques, de leurs actions et de leur rapport au territoire. La relation entre les discours, stratégies et pratiques de ces groupes pourrait permettre de saisir la praxis en cours.

#### 4.1.1 Discours et représentations sociospatiales

Plusieurs éléments convergent à l'intérieur des groupes quant au discours et aux représentations sociospatiales tenus par les écologistes radicaux. Je dégage ici les principaux traits en tentant de résumer la position d'ensemble des groupes et individus.

Les écologistes radicaux mettent de l'avant un discours qui pourrait être qualifié de pluriscalaire et intersectionnel, c'est-à-dire qu'ils considèrent simultanément différentes échelles et différentes sphères de l'existence (économique, environnementale, politique, démographique, sociale, psychologique) comme parties intégrantes d'une même totalité systémique (la vie sur Terre). Leurs discours reposent sur l'assertion qu'il est non seulement possible de conceptualiser cette totalité systémique mais qu'il est surtout possible et nécessaire de la transformer puisqu'elle est actuellement défaillante sur tous les points. Cette défaillance s'exprime en termes d'inégalités traduites par l'expression de la *domination*. Le discours des écologistes radicaux trace un portrait du monde en tant que couches multiples d'inégalités maintenues et renforcées par l'oppression et le capitalisme. Les pays riches dominent les

pays pauvres. Dans les pays riches – dans ce cas-ci, le Québec – les villes dominent le reste du territoire (campagne, nature). Mais cette domination n'est possible que si les humains se dominent aussi entre eux, et cette même domination s'exprime sous plusieurs formes : patriarcat, classes sociales, hétérosexisme, racisme, etc. Cette aptitude à la domination est renforcée par la culture de masse, et les humains en tant qu'espèce s'aliènent entre eux, après quoi ils exploitent et domestiquent toutes les autres espèces, des forêts sauvages aux animaux de laboratoire. Ultiment, toute vie est mutilée dans le processus. *A contrario*, les écologistes radicaux s'opposent au processus et souhaitent défendre la vie sous toutes ses formes afin de lui redonner ce qu'elle a de sauvage. Judith de Liberland et Damien de la Terre d'Abord résumant cette conception.

Disons qu'il y a un refus total des bases de la société dans laquelle on vit qui est très fortement basé sur la compétition pis sur les rapports dominateurs pis sur l'exploitation pis c'est non seulement humain versus autre espèce vivante mais humain entre humain. C'est une redéfinition totale des rapports relationnels à tous les niveaux, parce que le problème à la base se retrouve vraiment là-dedans. À la minute qu'on voit quelque chose qui n'est pas dans ces rapports relationnels là qui amène le bien-être, le respect mutuel du plus grand bien commun, de tout ce qui vit sur la planète, ben c'est quelque chose qu'il faut abolir pour amener des choses qui tiennent compte de ce respect là. (Damien, la Terre d'Abord)

[...] voir vraiment autrement les moyens d'actions qui peuvent être pris pis de voir vraiment autrement la source des maux, tsé, que ce soit les rapports de domination entre humains, de genre, différents sexes,

différentes ethnies, différentes différences... ou entre l'humain et d'autres organismes, vivants ou non ou peu importe quoi, ça modifie beaucoup mon quotidien cette façon là de voir les choses... quand t'essaie de comprendre pourquoi y'a beaucoup de cas de dépression, ou pourquoi y'a beaucoup de cas d'asthmes, pourquoi les rivières sont noires au lieu d'être transparentes, ben t'arrêtes de vouloir individualiser pis de dire « ah, c'est la faute d'un tel, c'est la faute de ça » pis tu vois d'une façon plus globale ou systémique, peut-être. Ben c'est ça, la source de ce qui va pas bien, ou la source de ce qui faut... mais ça c'est une approche plus collective, plus politique, c'est comme une prise en charge politique des choses (Judith, Libertes).

Voilà un résumé rapide de la prémisse discursive du mouvement. Mais comment s'articule ce discours? D'une part, la plupart des groupes ne revendiquent aucune appartenance à un des trois sous-courants de l'écologie radicale. La Terre d'Abord, en tant que cellule d'Earthfirst!, devrait se rapporter à l'écologie profonde (par association), pourtant Damien de la Terre d'Abord précise que l'appartenance de cette cellule tient davantage au discours de l'écologie sociale. Sinon, la Mauvaise Herbe et la Forêt Noire revendiquent de fortes influences anti-civilisationnelles, ce qui sous-entend que cette appartenance n'est peut-être pas unanime.

Aussi, la plupart des répondants ne distinguent pas l'écologie et l'environnementalisme. Ils les considèrent comme deux discours similaires traitant de l'environnement naturel impliquant une certaine forme de balance. Les deux sont placés côte à côte dans le champ conceptuel du mouvement vert plus large. L'identification des groupes se

fait dans le radicalisme. C'est lorsque l'écologie devient radicale qu'elle se charge de sa constituante sociale et de ses autres particularités discursives et contre-culturelles. Neuf des dix répondants ont offert la même définition du radicalisme : radical, du latin *radix*, signifiant la volonté d'aller au fond des choses, à la fois de combattre les causes du problème – capitalisme, État et anthropocentrisme – et de (re)trouver une façon d'être et d'habiter qui soit plus authentique, autonome et immédiate.

Je pense que oui... [...] si radical ça veut dire 'revenir à la racine de', je pense que ouais. On veut revenir à des bases qui ont déjà existé, on veut rien d'autre... on est pas réactionnaires. [...] On a des idées sur la vie, et on a des exemples que ça existe. [...] Si c'est ça être radical, revenir à l'essence même des choses; oui (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Cette volonté d'affronter directement les sources du problème et de refuser de passer par un intermédiaire (moyen) qui éloigne de la dissolution des causes (fin) est à la base de la praxis des groupes écologistes radicaux. Par conséquent, elle les positionne contre toute forme de réformisme : « on voulait vraiment des solutions radicales dans le sens d'aller à la racine des problèmes » (Alexandra, Dada a faim), « dans le sens où on pense que le problème c'est 'ça', on va aller régler le problème » (Marie, CUL).

Il y a un consensus par rapport aux « sources » du problème de la crise écologique globale. Tous les groupes et individus annoncent une volonté de lutter contre le capitalisme, l'État et à anthropocentrisme (ou aux conceptions anthropocentristes). Plusieurs groupes affichent cependant

des refus d'autres formes de domination, identifiées comme le nationalisme, le racisme, l'hétérosexisme, l'Église, le patriarcat, l'espécisme et l'impérialisme. Pour Cassandre du Collectif de Minuit, « l'écologisme est au centre » du fait d'être « fondamentalement anticapitaliste ». Judith de Liberlande perçoit toutes les formes de domination comme parties intégrantes de la crise écologique globale.

Ben, être radical, c'est aller à la racine des choses, c'est la racine, on peut la considérer comme étant par exemple le capitalisme... une structure idéologique [...] pis nous ça on les identifie justement, tsé... ces problèmes là, pis on essaie de travailler dessus, pis de les dénoncer, pis de construire d'autre chose à partir de ça, tsé. Ce qui est tout à l'inverse des groupes qu'on va dire du courant dominant, qui vont aller trouver un petit *plaster* temporaire pour le problème, ou qui vont individualiser, encore une fois, la responsabilité de changement radical... pis qui va s'insérer dans la même structure idéologique, la même structure économique, la même structure politique, sans rien vraiment changer, ou bouleverser, ou renverser, (Judith, Liberlande)

D'autres groupes expriment des interprétations de l'écologie radicale qui mettent l'emphase sur certains enjeux, tel l'alimentation, la foresterie, la privatisation de l'eau, etc. Par exemple, SHAC travaille exclusivement contre la cruauté faite aux animaux et la promotion du végétarisme / végétalisme. Pourtant, selon Arianne, il s'agit là d'un pôle rejoignant le reste de la lutte pour la sauvegarde de l'environnement.

C'est toute la même chose. L'élevage du bétail, si on parle de végétarisme, c'est une des industries les plus polluantes de la planète. Fait que... les vaches, ça pollue beaucoup, le cuir ou la fourrure, les étapes de tannerie, de peinture, tout ça, c'est toutes des affaires polluantes. On

dit en fait que tu peux pas être écologiste sans être végétarien, c'est ridicule (Arianne, SHAC-Canada).

Ensuite, le discours de l'écologie radicale est un discours fortement social et politique. Il s'agit là d'un des traits distinctifs, selon les membres interviewés, entre l'écologie radicale et le reste du mouvement vert. Les différents enjeux de la crise écologique globale sont souvent perçus comme les conséquences d'inégalités sociales. Et quoique les groupes soient sensibles aux questions de consommation individuelle <sup>61</sup>, aucun de ceux-ci ne met d'avant les modifications de consommation personnelle comme étant des solutions adéquates aux problèmes écologiques actuels. La priorité demeure la lutte sociale et politique dont l'écologie est à la fois une raison et un apport discursif majeur. Par exemple, Dada a faim lie à la fois la malbouffe, la faim, l'écologie et la lutte des classes.

[...] c'était comme de dire que la faim c'était la cristallisation du fait qu'il faut que tu paie pour manger, pis c'est pas normal que du monde aie faim, pis c'est un exemple du pouvoir qui classe les gens riches et pauvres, pis si t'es pauvre faut que tu manges de la marde. C'est la meilleure façon de s'opposer au capitalisme pis proposer un projet de transformation social radical de la société (Alexandra, Dada a faim).

Plusieurs groupes font référence aux communautés (notamment aux communautés autochtones) et aux réseaux informels (clandestins) avec des références explicites au reste du mouvement anarchiste québécois.

---

<sup>61</sup> Par exemple, le CUL recommande d'acheter local, SHAC offre des listes de produits non-testés sur les animaux, PPL tient des ateliers de confection de produits ménagers biologiques.

#### 4.1.2 Stratégies

Le discours des écologistes radicaux converge sur plusieurs points. J'ai décrit les différentes oppositions énoncées par les groupes et individus. Le problème à la base est identifié. Mais comment est-ce que la « lutte » est-elle envisagée? Quelles stratégies sont énoncées pour justifier les pratiques des groupes? Quelles mesures sont mises en branle?

À prime abord, il est difficile d'identifier clairement une stratégie propre au mouvement écologiste radical. La question même d'une stratégie, au sens programmatique du terme, est problématique pour plusieurs d'entre eux, du simple fait qu'il s'agisse déjà d'une médiation entre leurs désirs (discours) et leurs actions (pratiques). Et, lorsque les groupes ou répondants font mention de stratégies, je réalise que celles-ci sont exprimées de façons très factuelles et différent d'un groupe à l'autre. L'expression d'une vraie stratégie – programmatique – demeure assez abstraite. Aucun des groupes, mis à part SHAC-Canada, ne présente d'objectifs préétablis, purement concrets ou quantifiables. Les groupes n'ont pas de plate-forme. Ils ne disposent pas de *membership* à accroître. Aussi, ils ne calculent pas leur succès en argent, en vote ou en couverture médiatique. Aussi, tel Scarce l'a observé dans le mouvement écologiste radical états-unien des années 1980, les personnes qui constituent le mouvement démontrent peu d'espoir de vaincre ce qu'ils tentent de renverser (Scarce, 1990, 5-6). Alors, comment est-ce que le mouvement écologiste radical

compte arriver à ses fins?

En fait, je réalise (voir point 4.1.4) qu'il y a peu de décalage entre leurs discours et leurs pratiques, ce qui rend difficile la tentative d'isoler une médiation entre leurs idées et leurs actions qui pourrait servir de « pivot » ou de « pierre angulaire ». La quête de cohérence des écologistes radicaux veut que leurs fins coïncident avec leurs moyens. Et en ce qui concerne les modifications immédiates, par exemple la mise en pratique d'alternatives écologiques au quotidien ou l'entretien de relations sociales égalitaires avec les autres personnes du mouvement, on serait plutôt mal aisé d'isoler quelque stratégie entre l'idée et la mise en pratique de l'idée.

C'est cependant lorsqu'on tente de concevoir le « grand projet » du mouvement social écologiste qu'on arrive à mieux comprendre pourquoi tous ces gestes sont entrepris. En fait, les pratiques et stratégies à court terme (ex. désobéissance civile pacifique versus action directe de vandalisme ou sabotage) varient mais convergent dans l'idée que le système en place (État, capitalisme, anthropocentrisme) est illégitime et à abattre, soit par renversement, destruction, insurrection, Révolution, etc. Les groupes et répondants du mouvement écologiste radical ne sont pas explicites quant à la manière exacte d'entraîner cette Révolution. Pourtant, l'idée de rupture totale avec le système en place est omniprésente. Néanmoins, si cette grande stratégie de lutte contre le système en place en vue de le détruire est plutôt abstraite, elle demeure primordiale

pour le mouvement. Elle est sous-jacente à toutes les pratiques. Suite à mes observations, je réalise que la particularité de cette stratégie – et certainement, la difficulté de l’appréhender – relève surtout du fait qu’elle constitue en soit une décentralisation et une déconstruction, à la fois du mouvement et du système à détruire.

Les écologistes radicaux tentent d’instaurer les bases nécessaires pour détruire le système en place. L’attention qu’ils accordent envers l’éducation et l’autonomie sont des moyens qui témoignent de la finalité souhaitée, mais dans sa forme inachevée, puisque le mouvement doit croître avant de pouvoir constituer une réelle menace pour le système en place. Le manifeste de Liberland est un bon exemple.

La stratégie révolutionnaire de Liberland consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d’adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux (Liberland, 2004).

Par renforcement (ou consolidation) du mouvement, les écologistes radicaux signifient une croissance numérique décentralisée en groupes qui soient autonomes entre eux et envers le système. C’est aussi pourquoi les groupes ne cherchent pas tant à accroître le nombre de personnes qui participent à leur organisation que de véhiculer la possibilité de s’organiser comme tel afin que d’autres le fassent aussi. Plutôt que de créer un pouvoir d’affrontement similaire à l’État et au capitalisme, avec un parti ou une

armée (à la manière des communistes), le mouvement écologiste radical cherche à promouvoir un processus d'autonomisation des individus ou des groupes qui puisse lui donner de la force tout en retirant des ressources au système en place. Ainsi, les écologistes radicaux ne démontrent aucun désir de centraliser (ou fédérer<sup>62</sup>) leur mouvement. Sa construction ne passe pas par la centralisation de la prise de décision et des ressources, mais plutôt l'inverse : la décentralisation en groupes et individus autonomes. Leur effort est plutôt relatif à l'*empowerment* et la croissance personnelle des personnes, qui constitue en soit la possibilité qu'elles s'organisent entre-elles sous forme de petits groupes et reproduisent le schéma à leur tour, et ainsi de suite. C'est là aussi l'adage non-hiérarchique et anti-autoritaire du mouvement anarchiste en général<sup>63</sup>. Damien de la Terre d'Abord insiste sur la nécessité de construire un mouvement révolutionnaire plutôt que de chercher à corriger les dérives du système en place :

[...] ça peut être intéressant d'y aller sur le front, tout le temps, mais en même temps, qu'est-ce qu'on va faire? On va se battre une cause après l'autre, après l'autre, pis finalement on va juste être encore une fois, on va rester

---

<sup>62</sup> Au Québec, cette façon de faire des écologistes radicaux contraste avec certaines autres organisations anticapitalistes qui mettent l'accent sur les regroupements d'organisations. Par exemple, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et la Fédération Nord-est des anarcho-communistes (NEFAC) sont structurés de façon centralisée. Au sein du Parti ou de la Fédération, un quelconque organe de prise de décision (i.e. conseil central) dispose d'un certain pouvoir sur les autres organes.

<sup>63</sup> Par exemple, à la guerre civile Espagnole de 1936-1939, où les insurgés anarchistes ont souvent fonctionné par groupe d'affinité.

dans le correctif, on est pas dans le préventif pis on est pas dans la redéfinition, ni dans le radicalisme, en quelque part, donc c'est vraiment important que les actions soient stratégiques, pis liées avec une redéfinition totale... (Damien, la Terre d'Abord).

Dans cet apport stratégique, la transmission de la (contre)culture de l'écologie radicale joue pour beaucoup. Elle se fait tant par l'échange d'idées que par l'enseignement de pratiques quotidiennes. Cependant, l'éducation doit surtout être considérée comme instrumentale à l'idéal de l'écologie radicale. Elle est employée comme le moyen de rendre possible des pratiques réelles et effectives qui impliquent un rapport direct à la nature et au territoire. L'éducation est un intermédiaire pour parvenir à la finalité qui est réellement souhaitée, c'est-à-dire un mouvement décentralisé qui augmente, en croissant, la possibilité d'affaiblir et de renverser le système en place. La stratégie du mouvement écologiste radical pourrait donc être résumée par la tentative de mettre en place une situation révolutionnaire par la décentralisation et l'autonomisation de la résistance à l'État, au capitaliste et à l'anthropocentrisme.

Ceci dit, j'expose ici quelques aspects de cette stratégie : la quête d'autonomie, la subversion de l'ordre établi, l'éducation et la structure du groupe primaire. Tous ces aspects peuvent être interprétés comme les assises permettant ce que les écologistes radicaux considèrent être leurs pratiques, et en ce sens, sont stratégiques.

Les groupes cherchent constamment une plus grande

autonomie par rapport au marché capitaliste et à l'État. La récupération de bouffe, la cuisine collective, la distribution gratuite, ainsi que la confection autonome de produits domestiques, doublée de culture maraîchère en région, d'éducation populaire et de partage de savoirs sont toutes partie intégrante d'une quête de plus grande liberté, de plus grande autonomie. Autrement dit, les groupes souhaitent une rupture avec les façons conventionnelles d'habiter le territoire.

Personnellement je revendique que les gens essaient d'abandonner les chaînes artificielles qu'on a, de vivre en ville... les besoins de base devraient être satisfaits... ça devrait être accessible à tout le monde. [...] Mais c'est difficile à faire quand y'a tant d'obstacles. Y'a tellement de règlement et de lois, c'est *tough*. Tant que t'es dépendant de quelque chose, c'est hyper *tough* de le remettre en question parce que t'en dépend. Du moment où t'es capable d'être autosuffisant pis autogéré, tu peux te permettre ben plus, du moment où t'en bénéficie pas. C'est super important. Tsé, faut payer un loyer, donc faut travailler... mais c'est pour ça qu'on critique le travail. Donc, de pas dépendre du bon vouloir d'une personne qui nous offre un service, mais de se l'offrir nous-mêmes. Après on peut l'envoyer chier comme il faut [rire] (Stéphane, Mauvaise Herbe).

[...] savoir s'organiser pour mieux manger pis pas dépendre justement des grosses corporations qui nous font des produits toute faite qui sont dégueulasses pour nous, c'est pas juste que c'est pas bon pour l'environnement, c'est pas bon pour l'environnement pis c'est pas pour nous non plus (Valérie, PPL).

Les groupes cherchent une plus grande autonomie par rapport au salariat, à la consommation, aux contraintes de l'État. Cette quête se déroule pour la majeure partie sous le

thème de l'alimentation (autoproduction, autoconsommation), après quoi les groupes partagent le savoir (par exemple, confection de produits artisanaux, médecine traditionnelle), à l'intérieur des groupes et entre eux. Par exemple, il y a plusieurs échanges entre la Mauvaise Herbe, Agite-Bouffe, PPL, l'ASP, les Récoltes solidaires et les Jardins de la résistance.

C'est beaucoup de soutenir des collectifs qu'on savait qui étaient à Montréal pis qui avaient une dimension un peu alimentaire, comme PPL pis d'autres groupes, pis d'être complémentaire à ça, vu que le monde qu'on était là, on était pas suffisamment fort pour développer comme un autre bras urbain, si on peut dire, y'a des groupes qui sont passé là pour donner un coup de main... (Maxime, Jardins de la résistance).

À Québec, le Collectif de Minuit a participé à la Journée Autogérée dont Dada a fait était un des initiateurs. Libterre et la Terre d'Abord ont souvent collaboré ensemble. Une des missions de Libterre est explicitement d'« écologiser les anars puis de radicaliser les écolos » (Judith, Libterre). Aussi, lorsque le CUL a été la cible de répression, le Collectif de Minuit lui a donné des conseils en citant l'exemple son propre cas datant de 2005 : « avec Minuit, ils savent ce qu'on fait, on sait ce qu'ils font, on échange des informations, des stratégies » (Marie, CUL). L'exemple des Jardins de la résistance est d'ailleurs très pertinent, il s'agit d'un véritable terrain d'expérimentation et d'éducation pour les personnes intéressées à apprendre ces techniques dans un but de plus grande autonomie.

Ça a amené un désir d'autonomie, une des choses à la base des jardins c'est de se réapproprier des savoirs, des

modes de vie qu'on peut soit dire en voie de disparition ou desquels on est coupé quand on reste en ville pis on est dans le béton, pis qu'on a un mode de vie plus virtuel... de se remettre 'lifestyle' un peu, s'appropriier des savoirs peut s'associer à de la paysannerie ou à des autochtones, autant à des savoirs médicaux que des savoirs agricoles que des pratiques d'expériences... de vivre avec la terre (Maxime, Jardins de la résistance).

Ensuite, la subversion de l'ordre établi comprend d'abord un rejet des institutions, que Maxime des Jardins de la résistance désigne comme une tentative de « rupture avec les autres structures sociales autoritaires » (Maxime, Jardins de la résistance). Stéphane de la Mauvaise Herbe affirme que « si on veut bâtir de quoi, il faut déconstruire qu'est qui y a » (Stéphane, la Mauvaise Herbe). Alexandra de Dada a faim va jusqu'à étendre le rejet des institutions à une critique de la gauche québécoise réformiste.

[...] le collectif désirait travailler contre les institutions, contre les réformes qui permettent de maintenir le système en place, pis pour nous je pense qu'on voulait vraiment des solutions radicales dans le sens d'aller à la racine des problèmes, donc nécessairement pour nous le mouvement altermondialiste n'était pas une option valable (Alexandra, Dada a faim).

Puis, Maxime des Jardins de la résistance insiste sur l'importance de l'éducation comme façon de démontrer la possibilité de changement. Le cas de l'alimentation est particulièrement propice à ce genre de travail.

[...] utiliser la production de bouffe dans le cadre d'un processus plus large que ça d'organisation, de mobilisation, de changement. De montrer un exemple de projet plus autogéré, autonome, qui peut répondre directement des besoins sans attendre de l'État ou d'une compagnie, ça rentre dans de quoi de plus large : une

volonté d'action sociale plus large [...] garder ça comme un outil de lutte sociale. La stratégie est peut-être pas claire claire mais elle est en élaboration avec l'expérience, y'a beaucoup de choses nouvelles pour des gens qui ont toujours été en ville, y'a une adaptation autant dans le mode de vie pis des choses à apprendre, pis une fois – du moins moi je l'ai toujours senti comme ça – c'est qu'une fois que c'est approprié, ça peut devenir un outil plus fort (Maxime, Jardins de la résistance).

Tous les groupes estiment que l'éducation populaire constitue une partie substantielle de leur stratégie d'ensemble. Elle requiert une bonne part de l'énergie et du temps, puisqu'il faut « adapter son discours à chaque fois, en conséquence » (Judith, Liberland). Durant leurs actions, les groupes justifient leurs gestes en distribuant de l'information, que ce soit un simple tract ou un *zine* de plusieurs dizaines de pages : « tu peux pas juste faire de l'action sans de l'information, sinon les gens savent pas pourquoi » (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Ces activités requièrent une structure d'organisation permettant l'action. Le mode de fonctionnement des groupes écologistes radicaux du Québec est presque toujours le même. La forme du groupe primaire – soit du groupe d'affinité ou du collectif – est retenue. Elle implique un fonctionnement non-hiérarchique axé sur trois points communs : la démocratie directe, l'informalité et l'immédiateté.

La démocratie directe vise l'atteinte du consensus dans la prise de décision, c'est-à-dire que le vote est évité ou perçu comme un échec. Certains groupes, tel la Terre d'Abord,

cherchent à tout prix le consensus, sans quoi ils retardent la prise de décision jusqu'à l'obtenir. La démocratie directe requiert aussi qu'il n'y ait pas de représentants mais seulement le recours à des délégués avec des mandats clairs et révocables en tout temps.

[...] les décisions sont prises tout le temps à l'unanimité pis si y'a obstination ou refus quelconque la décision peut pas être prise donc on va discuter pour savoir comment on peut réarranger les propositions (Damien, la Terre d'Abord).

Selon les répondants, la démocratie directe permet la possibilité de construire des relations sociales non-hiéarchiques, horizontales, où personne n'est exclu. Si la domination de l'humain face à la nature est problématique, la domination entre humains l'est d'autant plus, et tous ces groupes fonctionnent avec comme priorité d'inclure des valeurs (pro)féministes, antiracistes et généralement libertaires. Il y a une sensibilité aux comportements autoritaires qui est sous-entendue dans les discours et stratégies des écologistes radicaux, et une volonté de déconstruire ces comportements<sup>64</sup>.

---

<sup>64</sup> À cet effet, il peut être intéressant de remarquer les affinités « queer » de certains groupes écologistes radicaux, dont le collectif Liberterre (à ses débuts). Le mouvement queer, souvent représenté comme la « troisième vague du féminisme » (notion contestée), se définit comme une critique issue du féminisme qui affirme que le problème du patriarcat repose beaucoup dans la construction des genres sexuels, hommes et femmes, et de préconceptions excluant les non-hétérosexuels, ou voulant « hétérosexualiser » les autres préférences sexuelles (hétérosexisme). Le queer, de plus en plus manifeste dans le milieu libertaire, vise la déconstruction des genres sexuels et l'intégration de la diversité sexuelle.

L'informalité signifie qu'il n'y a pas de « membership » en tant que tel. À cet effet, tous les groupes ont refusé l'emploi du terme. Les rapports entre les gens qui participent à un groupe ne sont pas régis par des codes, ils sont qualitativement différents de l'un à l'autre et ne sont donc pas uniformes ou coercitifs. C'est aussi pourquoi le nombre des adhérents oscille de temps à autres et pourquoi on se réfère souvent à un noyau de personnes plus impliquées, avec d'autres qui se rajoutent selon leurs disponibilités, de façon ponctuelle. L'individu est considéré comme un individu et le fait d'insister sur l'apprentissage et l'acquisition de connaissances sans hiérarchisation le met en valeur à travers son groupe. Des groupes tels que SHAC et la Terre d'Abord insistent beaucoup sur cet aspect. Ils précisent l'importance de l'informalité, à la fois comme façon plus humaine de militer, mais aussi comme facteur d'efficacité, puisqu'elle met l'accent sur l'initiative autonome et décentralisée.

[...] le membership en tant que tel est une espèce de forme d'autorité [...] En fait, ça souligne l'importance d'avoir une stratégie décentralisée qui est vraiment importante parce que c'est plus beaucoup plus simple comme ça de pouvoir agir à différents niveaux sans se faire contrôler pis éliminer parce que dans le fond, une des faiblesses du système hiérarchique c'est qu'il y a trop de dépendance d'une seule personne. Pis les gens vont chercher à taper sur la tête du membre organisateur [...] pis ça déstabilise beaucoup les forces de l'autorité, nos société, parce qu'ils sont toujours en train de chercher un leader, pis y croient même pas qu'il y ait pas de leader (Damien, la Terre d'Abord).

On essaie de passer les barrières que t'habites loin pis

qu'y a rien par chez vous [...] avec pas de membership, tu peux être partout dans le monde, y'a pas de frontière, y'a pas de 'loin'. Pas besoin d'être approuvé (Arianne, SHAC-Canada).

Cet aspect introduit l'aspect de l'immédiateté, de la spontanéité dans les groupes primaires. Avec une démocratie directe et un faible de nombre de personnes, il est possible d'agir rapidement sans besoin de coordination avec une autorité supérieure. En réduisant les intermédiaires symboliques et en outrepassant la formalité des institutions, les groupes sont capables de réagir rapidement aux situations et ont un contact direct, non seulement entre eux mais avec leur espace. Cette structure permet de penser, d'organiser et de faire des actions directes et spontanées. Elle est stratégique parce qu'elle est la condition préalable de la pratique.

Tsé, des fois c'est nous qui décidait 'on va faire une action tel jour'. C'est pas très rigide, c'est plus comme une gang de chums qui se réunis (Valérie, PPL).

Notre but c'est pas d'entreprendre des démarches avec les structures administratives, tant la fédération étudiante que l'administration, où on va se perdre des années à construire des projets, tsé, c'est pas ça qu'on veut. À titre d'implication, on fait de la bouffe, on s'en fou des réactions. On fait notre chose, pis c'est ce qui nous semble le plus concret, parce que c'est visible (Marie, CUL).

#### 4.1.3 Pratiques

Les pratiques des écologistes radicaux du Québec sont très diversifiées. Ils organisent des ateliers d'éducation (sous la

forme de panels, tables d'information, conférences, discussions de groupe, etc.) et de la distribution de nourriture gratuite tant en public que dans un espace restreint (i.e. pavillon d'université) ou pour une activité festive ouverte (i.e. *party militant*). Cette distribution est souvent précédée d'une session de cuisine, soit dans des locaux empruntés (ex. cuisine de *Peoples' Potatoe*, cuisine de résidence étudiante) ou au logis même de quelque participant. Presque tous les groupes produisent de la documentation (du simple tract recto au journal / zine), dont les articles sont rédigés parfois en collectif, mais généralement de façon individuelle. La diffusion se restreint généralement à la ville du groupe (avec quelques points de chute), mais dans le cas de la Mauvaise Herbe, il y a un effort de diffuser à plus petite échelle, même jusqu'à Québec. Certains groupes récupèrent de la nourriture l'espace d'une soirée, d'autres passent cinq ou six mois de l'année à faire de l'agriculture sur des terres dont ils ne sont pas propriétaires. Aussi, certains groupes organisent des manifestations mais plusieurs se joignent aussi à d'autres manifestations, organisées notamment par d'autres groupes étudiants, anarchistes ou environnementalistes. Les manifestations des écologistes radicaux se déroulent toujours dans un milieu urbain, mais elles peuvent avoir lieu n'importe où à l'intérieur de celui-ci : au centre-ville, dans un quartier riche comme tel Westmount, devant le siège social d'une grande compagnie ou le bureau d'un député dans un quelconque quartier reculé. Les groupes auront parfois recours au vandalisme (graffiti ou autre dommage matériel) durant celles-ci, ou simplement lors

d'actions directes autonomes.

Pour ainsi dire, les groupes inventent et mettent en oeuvre des pratiques de façon ponctuelle, à volonté, et ceci dépendamment des idées, des ressources, du contexte, etc. Il y a plusieurs types et elles varient toujours en fonction des circonstances. Il s'agit souvent d'expérimentations et peu d'entre elles (ex. *Reclaim the Street*, squat, désobéissance civile) sont répétées plus de deux ou trois fois, comme il en va pour les habituelles manifestations dans la rue. De cette observation se dégagent deux conclusions évidentes. Premièrement, les pratiques des groupes écologistes radicaux ne sont jamais idéales, elles sont plutôt organisées en fonction de leur stratégie, de leurs moyens et de leurs contraintes<sup>65</sup>. Deuxièmement, parce qu'elles sont souvent spontanées et de court terme, les pratiques se définissent plutôt par les aspects qui les relient, les traits communs permettant de les réunir en « ensembles pratiques » typiques. Ces trois ensembles pourraient être considérés comme l'éducation, l'action directe et la réappropriation. Une pratique peut réunir un, deux ou trois de ces aspects. Un exemple de pratique qui réunit les trois ensembles serait la distribution du Collectif de Minuit devant Sodexho : il s'approprie l'espace devant la cafétéria, nuit au profit de celle-ci en distribuant gratuitement de la nourriture (contre la volonté de l'université) et défie les gardiens de sécurité, tout en éduquant des centaines d'étudiants sur le

---

<sup>65</sup> Certaines personnes dans les groupes ont insisté sur la nécessité de modifier les pratiques pour garder une longueur d'avance sur la police et ainsi éviter les arrestations, intimidations et autres formes de répression.

végétarisme, l'agro-industrie et la privatisation du système d'éducation à l'aide de tracts, vidéos et discussions informelles.

[...] quand on distribue ouais, ok, c'est en soit, c'est juste d'avoir l'estomac rassasié, dans une manière alternative par rapport à Sodexo qui est là, mais aussi de mettre sur la place publique toute l'idée du droit fondamental à manger, tous les enjeux politiques autour de l'alimentation, tsé ça touche les esprits et en ça c'est quand même subversif, et ça a une profondeur de radicalité par les idées qui sont soulevées, là-dedans...  
(Cassandre, Collectif de Minuit)

L'aspect éducationnel a été discuté en tant que stratégie au point précédant. Quoiqu'il s'agisse aussi d'une pratique effective nécessitant de l'organisation en temps et en ressources, un certain nombre de personnes et qu'il constitue un risque potentiel, surtout lorsqu'elle a lieu dans un endroit réapproprié. Tous les groupes incluent une part d'éducation dans leurs pratiques, que ce soit par des moyens écrits ou oraux. Il s'agit aussi d'affirmer, par le fait, la possibilité de telles pratiques : « en allant sur la place publique tu montres qu'y a d'autres choses qui existent »  
(Cassandre, Collectif de Minuit).

Cela introduit la pratique d'appropriation de l'espace qui situe les actions directes et activités d'éducation des groupes pour la durée où ils fixent leurs pratiques. Les entrevues menées avec les écologistes radicaux révèlent qu'ils ont parfaitement conscience de l'acte de réappropriation. Il s'agit parfois d'un des objectifs principaux : « le lieu où on est, en soit, c'en est une [revendication], parce que c'est une communauté qui a su

montrer sa résistance et sa fermeté par rapport à l'invasion » (Martin, Jardins sans nom). Pour le Collectif de Minuit, il s'agit aussi d'un préambule à d'autres pratiques, cherchant à « créer des espaces qui sont conviviaux où on peut discuter de ces thèmes là, et ça peut mener aussi à l'action » (Cassandre, Collectif de Minuit). Plusieurs autres groupes affichent explicitement la volonté de se réappropriier l'espace.

[...] aller mettre des plantes dans des rues plutôt grises dans le Centre-Sud où y'avait comme du béton, et du béton et du béton, pour nous c'est une forme de réappropriation des lieux donc... avoir des activités dans ce quartier, avoir envie de dire qu'on va pas attendre après la Ville pour qu'elle nous donne euh... ou après un programme de réinsertion de jeunes en mal de vivre pour aller planter, mettre du vert dans notre quartier. (Judith, Liberteerre)

Les idées étaient présentes de réappropriation de cet espace là, tsé, que la cafétéria c'est notre milieu pis on voulait changer... que l'Université appartient aux étudiants [...] c'était une façon de montrer la reprise par les étudiants, que l'université est aux étudiants et non pas aux multinationales (Marie, CUL).

Dada a faim qui occupait l'espace devant la bibliothèque Gabrielle-Roy à tous les mois a choisi consciemment ce lieu.

Parce que c'est au centre-ville. Parce que le Carré d'Youville a été nettoyé par les flics, donc le nouveau centre-ville c'est beaucoup plus devant la bibliothèque Gabrielle-Roy, parce que c'est central... pis c'est vraiment au cœur de la gentrification, qui est terminée, mais à ce moment là pas encore. Parce que c'est central. Quartier centraux, quartier populaire. On cherchait au début, on voulait se déplaçait de quartier en quartier, mais tsé, y'a des *Food not bombs* qui distribuent tous les jours à la

même place, mais nous une fois pas mois on s'est dit qu'on commencerait pas à mêler le monde (Alexandra, Dada a faim).

Pour SHAC-Canada, le lieu à occuper est en fonction de l'action. Lors de tables d'information, les participants vont occuper des lieux publics (métro, trottoir). Pour les actions, ils iront là où la « cible » se trouve.

On peut être n'importe où. On a été dans le métro, déjà. Sur la rue, n'importe où. On a pas vraiment de place où on a pas le droit d'aller, dans le fond. On va faire signer des pétitions, soit qu'on est juste avec notre petit 'pad' pis on est debout dans le métro, soit qu'on a une table... on va porter le message n'importe où, n'importe quand, que ce soit à quatre heures du matin, à la résidence de quelqu'un, ou bien au chalet de cette personne là, le dimanche matin à l'église, on va être là, tsé. Le but c'est toujours de jamais jamais lâcher une cible en particulier, jusqu'à temps que... on va toujours la suivre, si elle s'en va en voyage on va être là, si elle s'en va en marathon, on va aller courir avec elle. C'est vraiment très achalant. C'est vraiment bon... l'église, ou l'école de son enfant, même si c'est illégal [...] Les rues nous appartiennent pis on a le droit de faire une manifestation 24 heures sur 24 (Arianne, SHAC-Canada).

Toutes ces expériences d'appropriation sont à court terme, l'espace de quelques heures tout au plus. Par contre, la régularité de plusieurs expériences de réappropriation (jusqu'à deux fois par semaine pour le Collectif de Minuit) permet de croire qu'il y a effectivement une réappropriation symbolique à moyen et long terme de certains lieux. Les expériences de jardins n'ont jamais été situées sur des terres squattées, il y a toujours eut une certaine entente entre les groupes et les habitants ou propriétaires en question. Par

contre, d'autres exemples moins directs, comme l'utilisation des locaux de l'ASÉ-UQAM par plusieurs groupes dont Agite-Bouffe et Liberterre durant plusieurs années, démontrent aussi qu'ils ont un intérêt marqué pour la réappropriation de lieux.

[...] c'est comme plus ou moins squatté, dans le sens que personne est vraiment heureux de nous voir là et qu'on reste quand même... ça a été un moment un espace politique assez important à l'UQAM de la gauche radicale pis on en faisait partie (Judith, Liberterre).

Après tout, Agite-Bouffe et Dada a faim sont tout deux nés de squats – même si ceux-ci se sont terminés après quelques semaines ou quelques mois, les groupes ont survécu plusieurs années.

Ces exemples de rappropriation découlent souvent à eux seuls des expériences d'action directe. Il existe un consensus à l'intérieur du mouvement écologiste radical autour de l'action directe. Elle est mise de l'avant comme façon de confronter directement les causes de la crise écologique globale, non seulement à cause de son efficacité mais par l'accessibilité et la particularité valorisante (*empowering*) qu'elle comporte. Selon Arianne de SHAC, « c'est la meilleure façon d'arriver à nos fins [...] les paroles et les papiers ça avancent pas à grand-chose » (Arianne, SHAC-Canada). Aussi, il y a une nette préférence pour la non-violence lors d'actions, celle-ci étant cependant conçue comme le respect de toute forme de vie, le vandalisme et la destruction de propriété privée n'étant pas perçues comme étant violentes (puisqu'elles concernent des objets et non des personnes, animaux ou plantes). Selon Liberterre et la

Terre d'Abord, il s'agit plutôt d'autodéfense contre la destruction de la vie : « c'est un type d'action directe qui met directement en confrontation ce qui détruit la planète pis les gens qui le font, ça permet en fait de ralentir la progression destructrice d'un système capitaliste » (Damien, la Terre d'Abord). Il demeure que malgré l'affection qui lui est vouée, le recours à l'action directe est limitée, tant par les stratégies, les moyens et les contraintes que vivent ces groupes : « on adore tous l'action directe mais on a pas toujours les moyens ou la possibilité d'en faire » (Judith, Libérterre). Ces contraintes peuvent être le manque d'effectifs ou le manque de temps, mais il s'agit souvent de la peur de la répression : soit l'action entraînera de lourdes conséquences pour les participants (amende, restriction, casier judiciaire, etc.) ou alors les participants sont déjà aux prises avec le système judiciaire pour des actions directes passées et ne veulent pas risquer de briser les conditions imposées à la suite d'une arrestation antérieure (ex. interdiction de participer à une manifestation).

#### 4.1.4 Cohérence entre discours, stratégies et pratiques

En analysant les particularités et les ressemblances des discours, stratégies et pratiques des groupes écologistes radicaux du Québec, la question de la cohérence des groupes semble d'autant plus pertinente. En observant l'histoire du mouvement, je remarque que la cellule de la Terre d'Abord est morte durant les procès qui ont suivi sa deuxième désobéissance civile, que simultanément

Liberté a choisi de cesser les actions directes pour se concentrer à l'éducation et la propagande. De façon parallèle, les collectifs de bouffe de Minuit et du CUL ont été fortement réprimés par les universités où ils agissent. La cellule de SHAC a récemment été la cible de plusieurs arrestations et plusieurs personnes ont été perquisitionnées et traînées en cour pour méfait et attroupement illégal. Les Jardins sans nom refusent même de divulguer leur localisation de peur d'être réprimés. Depuis ses tout débuts, les articles de la Mauvaise Herbe ne sont pas signés, ou alors ils portent des pseudonymes afin que leurs auteurs ne soient pas retracés.

La question de la cohérence est donc tout à fait pertinente. Il y a effectivement un certain décalage entre le discours, les stratégies et pratiques des groupes, mais je réalise par mes observations que ce décalage entre, disons, le vouloir et le faire, n'est pas dû à une incohérence ni à une praxis incomplète. Leurs discours, stratégies et pratiques sont peut-être très symboliques, mais elles n'ont rien d'identitaire. Elles visent effectivement beaucoup plus l'affirmation et l'expression contre-culturelle plutôt que des constructions matérielles et politiques à long terme. S'il y a une différence entre le discours (lutte de la crise écologique globale et restauration d'une vie sauvage par la destruction du capitalisme, de l'État et de l'anthropocentrisme) et les pratiques (action directe, réappropriation, éducation) des groupes, il existe aussi une conscience explicite de cette divergence qui est d'autant plus marquée dans la stratégie des groupes. Les groupes écologistes radicaux présentent

une praxis complète dans la mesure où cette praxis même constitue une quête de cohérence en construction.

Ça implique au moins d'impliquer ce que tu dis dans ton discours [rire] [...] C'est ça qui est souvent le plus difficile, c'est d'arriver à la fois à avoir des objectifs et à la fois que la façon de les atteindre reste vraiment enracinée dans les principes que t'as donné pis de pas se laisser prendre, surtout dans le contexte de projet de même où t'aurais plus un mode productiviste, ça peut aussi être un piège (Maxime, Jardins de la résistance).

Mais radical dans le sens qu'on est prêt à prendre les moyens nécessaires pour notre propre libération, ben ça, le temps nous le dira [rire]. Je pense qu'y a la rhétorique radicale pis le fait de l'être. C'est deux choses complètement différentes. [...] j'ai toujours pensé que le fait de vouloir être radical, fallait que t'aies de la suite dans tes idées, pis avoir de la suite dans tes idées c'est l'appliquer dans le concret (Martin, Jardins sans nom).

De façon surprenante, tous les répondants ont eux-mêmes introduit la question de la cohérence. Le thème de la radicalité a été largement interprété comme une quête de cohérence en situation de domination, où le fait même de reconnaître l'incohérence est le premier pas vers la cohérence. Le fait de « chercher les racines » du problème de la crise écologique, ainsi que d'une meilleure façon d'habiter le territoire, est aussi une assertion de commencement rappelant qu'il faut avant tout faire fi de la culture de masse, des constructions sociospatiales dominantes et des institutions politiques. Ce commencement – ce début – implique que tout est à faire. La conception même de l'écologie est souvent remise en question par ceux-là même qui en défendent les principes et les pratiques. Pour Stéphane de la Mauvaise Herbe,

l'écologie est un terme déjà récupéré par l'État, c'est « juste un qualificatif, ça veut rien dire ». Pour Judith de Liberterre, « c'est juste un discours ». Ces activistes sont critiques de la symbolisation du langage, même celui qu'ils reconnaissent porter ces valeurs.

En ce sens, les écologistes radicaux sont aux prises avec un idéal qu'ils ont très peu de chance de réaliser à court ou moyen terme – qu'importe la cohérence de leur praxis – et ils le savent. Les raisons sont exogènes : la répression étatique, les lois du marché et l'utilisation actuelle du territoire (ex. industrie agricole). Leurs pratiques actuelles recouvrent ou englobent la tentative d'occuper le plus possible le territoire contre l'appropriation qu'en font les acteurs dominants (État, corporations privées, propriétaires), contre la répression qui punit leurs transgressions face à ces délimitations. Une distinction est faite entre, d'une part, la mesure de choses qu'il est possible de changer dans sa vie personnelle, par ses pratiques quotidiennes, locales et résidentielles (autoproduction / autoconsommation) ou les protestations agressives contre certaines corporations, et d'autre part, l'aspect plus sociétaire de la crise : l'État, le marché capitaliste, les conceptions anthropocentristes, l'industrie de la culture, l'industrie agricole, l'élevage de bétail, etc. sur lesquels ils ont très peu d'emprise, vu la taille et les moyens du mouvement.

Judith de Liberterre souligne ce fait en critiquant les manifestations : « on en a fait aussi plusieurs, mais un

moment donné... on le sait tous que des manifs ça donne pas grand-chose, sauf peut-être aller boire de la bière au Chaos<sup>66</sup> après, ou... prendre une marche dehors, prendre de l'air, sinon c'est pas plus exaltant que ça... » (Judith, Libertes). Ces contraintes font déjà partie du discours du mouvement écologiste radical, cette « blessure » contenue dans le divorce entre culture et nature est à la base même de leurs représentations sociospatiales. Elle se répercute dans leurs stratégies en mettant l'emphase sur l'éducation.

On a pas vraiment de revendications, quand on fait des activités on essaie d'interpeller les gens, genre 'agir au lieu d'élire' dire, y'a moyen de faire des choses, de prendre des initiatives, de réaliser des trucs, que ça ait un impact direct... autant sur un milieu ou dans ta vie personnelle [...] (Maxime, Jardins de la résistance)

[...] on fait de l'essai-erreur. [...] Mauvaise Herbe essaie de faire une critique de qu'est-ce qui se passe, pis je trouve que c'est radical parce qu'il essaie de trouver les vraies causes... d'aller à la racine du problème, d'essayer de voir ce qui faut rediscuter, remettre en question [...] moi je veux qu'on se casse la gueule quelque part, pis on le saura après. (Stéphane, la Mauvaise Herbe)

Du moins, une partie de mon hypothèse s'avère affirmée : le mouvement écologiste radical du Québec souhaiterait effectivement passer de la résistance (contestation symbolique) à la transgression (contestation territoriale,

---

<sup>66</sup> Le Café Chaos, un bar-spectacle au 2031 St-Denis à Montréal. La coopérative de travail est réputée pour être fréquentée par les anarchistes locaux. Il y a souvent des spectacles de musique engagée et des soirées de financement pour certains groupes radicaux. C'est notamment là où la Terre d'Abord a organisé les Veillées Boréales et où la Forêt Noire présente régulièrement ses soirées.

réappropriation, etc.). Le mouvement tente d'y parvenir en gagnant en importance. Cette croissance a lieu tant dans la dimension idéelle, par l'éducation et la subversion, que dans les dimensions matérielles, politiques et vécues, en posant des actions directes et des expériences de réappropriation visibles qui ont non seulement l'avantage d'avoir des impacts réels mais comportent aussi l'avantage implicite de montrer la possibilité même d'une telle transformation. Ultimement, le mouvement aspire à la création d'une situation révolutionnaire qui puisse permettre une transformation radicale de la société et de l'interface société-nature. Il sera cependant impossible d'y arriver sans une quête constante et autocritique de la cohérence au quotidien, à l'échelle locale. Un extrait du manifeste de Liberland illustre bien cette volonté :

La stratégie révolutionnaire de Liberland consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux [...] La révolte est une construction perpétuelle (Liberland, 2005).

Ces deux axes convergent dans une seule et même quête, celle de l'autonomie. C'est, en analysant les données de l'étude, une des conclusions que je peux tirer. La quête d'autonomie se déroule tant par rapport à soi, aux proches, à la communauté et à quiconque partage les mêmes affinités. Elle appelle à une distinction entre ce qui est voulu à long-terme (idéel) et ce qui est possible à court-terme (pratique). Elle invite à l'humilité quant aux actions (pour éviter la répression), mais surtout à ce que les pratiques

reflètent les stratégies sans trahir les valeurs du discours. La quête d'autonomie est à la fois affirmative et négatrice : elle vise la construction de solidarité avec les précaires sous le thème d'un meilleur rapport avec la nature tout en créant une opposition plus ferme à la coercition de l'État et aux impératifs du marché. L'idée de renforcer les liens avec une communauté locale qui puisse vivre en harmonie avec la nature est renforcée dans la conception qu'une telle autonomie peut aussi affaiblir à la fois l'État et le capitalisme tout en confrontant directement la conception anthropocentriste du rapport société-nature. L'application de cette idée demande une constante critique à la fois de la société et de soi. En ce sens, le moyen devient la fin : la praxis est complète.

#### 4.2 Relation des écologistes radicaux face au mouvement vert

Dans cette partie, j'explore la relation des écologistes radicaux par rapport au reste du mouvement vert. Je tente de démontrer que leur « radicalisme » comporte une conceptualisation géographique dans leur interprétation de l'écologie qui soit une critique du mouvement vert. Il s'agit à cette fin de synthétiser et analyser leurs positions et critiques pour tenter de trouver quelques éléments méritant d'être soulignés pour ouvrir un débat sur l'avenir du militantisme « vert ». Mon hypothèse à cet effet veut que ces groupes se révèlent être une forme potentiellement subversive et discordante à l'intérieur d'un mouvement social plus large ayant établi des relations de pouvoirs avec

une multitude d'autres types d'acteurs dotés de pouvoir coercitifs. Une marge de manœuvre plus grande due à leur affranchissement des exigences médiatiques, de l'électorisme ou du support étatique, leur permettrait de formuler une critique dialectique de l'environnementalisme en général, ce qui les distinguerait nettement des réseaux formels constitués d'une pluralité de groupes, d'acteurs et de nombreuses institutions qui traitent d'environnement dans une perspective diamétralement opposée.

L'étude démontre que les groupes écologistes radicaux sont effectivement très critiques du mouvement vert, tant de leurs discours que de leurs stratégies et pratiques. Tous les répondants soulignent la distance qui existe entre eux et le reste du mouvement vert, une distance qui est pourtant réfléchie et souhaitée. Les relations sont difficiles entre les deux types, au mieux il s'agit d'indifférence. Quelques confrontations verbales ont été rapportées, tant dans des actions et manifestations que des ateliers ou lors de discussions publiques.

[...] on a nullement envie de faire ce genre de compromis là avec les groupes réfos, fait que la relation est pas vraiment bonne, elle est pas vraiment... entre individus on est capable de se parler, mais on en est venu à faire des running gags sur les hippies [rire] c'est lamentable finalement. Mais... je pense qu'y a découlé quelques escarmouches, des microconflits entre différents groupes, pis en plus c'est difficile quand t'as un mode d'organisation non-hiérarchique, vraiment horizontal où t'essaie de déconstruire les relations de pouvoir, pis tu tombes avec d'autres, en coalition, avec d'autres modes de fonctionnement, ça peut être vraiment vraiment difficile (Judith, Liberteerre).

La distance semble s'être creusée au fil du temps. Les quelques groupes qui avaient des liens avec des organisations environnementalistes se sont dissociés de celles-ci pour en faire une critique explicite. Rappelons l'exemple de la Terre d'Abord qui a été expulsée des locaux de Greenpeace<sup>67</sup>. Un bon exemple est le cas de Liberland qui s'est dissocié de la Coalition SOS Levasseur après avoir été un des principaux initiateurs de la campagne pour la sauvegarde de l'Île. Un peu après leur dissociation de la coalition, le dernier manifeste de Liberland se prononce en autodéfense à l'institutionnalisation et la récupération (Liberland, 2005) et stipule qu'un «changement sociétal radical est impératif, et non quelque réforme». À cet effet, Judith de Liberland commente la dissociation de leur implication à la coalition, puis du mouvement vert en général.

Ça a été plus ou moins une bonne expérience pour la plupart d'entre nous, ce qui fait qu'on a décidé officiellement de se retirer de cette campagne là [...] on était plus capable de faire des compromis [...]... les méchants radicaux [rire]. C'est fou, c'est nous qui sommes ostracisés par les réfos, faut pas oublier [rire] [...]... maintenant, ils nous détestent [...] je sais que pendant un bout de temps ils voulaient même pas avoir à faire à nous (Judith, Liberland).

#### 4.2.1 Discours

Deux éléments du discours des organisations

---

<sup>67</sup> La date exacte de cette expulsion est inconnue, mais Damien indique qu'elle a eu lieu au début de la cellule. On pourrait donc situer l'expulsion vers la fin 2003 ou tôt en 2004.

environnementalistes sont critiqués. D'une part, les dernières excluent systématiquement le radicalisme de leurs propos jusqu'à ignorer l'existence des groupes. Si elles mentionnent les radicaux, c'est plutôt pour les dénoncer. Ceux-ci refusent pourtant que la praxis « verte » soit totalisée et que les grandes organisations, spécialement Greenpeace et Équiterre, aient le monopole de l'écologie. En les excluant, elles contribuent à marginaliser et exclure le mouvement de l'écologie radicale.

Pis plus on met de l'eau dans notre vin, plus on aseptise le discours, on finit par voir la radicalité comme quelque chose d'extraterrestre, dire 'ça vient d'où les idées radicales, j'ai jamais entendu parler de ça'. Faut parler de ce qui est possible. Des façons d'être. [...] Le problème avec le réformisme c'est de penser que c'est l'aboutissement de ta lutte, que c'est ta conclusion [...] 'atteindre monsieur madame tout le monde' c'est un peu les prendre pour des cons (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Souvent ils vont être contre les groupes plus d'action directe. Ils sont contre la forme plus efficace d'action, tsé (Arianne, SHAC-Canada).

C'est plus qu'on est radical parce qu'on veut aller au fond des choses [...] ça implique souvent qu'on se fait renier par beaucoup de monde [rire] [...] les groupes officiels comme ça, ils s'autocensurent beaucoup parce qu'ils veulent continuer à avoir un statut de groupe de pression (Valérie, PPL).

Pis comme ils ont une relation complètement différente avec les *massmedia* pis avec l'opinion publique, y'a un soucis hallucinant, genre obsessionnel-compulsif, avec l'opinion publique et avec l'image médiatique (Judith, Liberteerre).

D'autre part, il y a un consensus à travers les groupes

écologistes radicaux que le discours du mouvement vert ne remet pas en question le capitalisme et les modes de productions. Ceux-ci sont considérés comme la base même de la crise écologique globale. Selon Valérie de PPL, le mouvement vert ne

[...] remet pas en question les modes de consommation  
[...] Je dis pas que les individus dans ces groupes là remettent pas ça en question, mais ils sont trop officiels pour remettre en question certaines choses... ils seraient considérés comme trop radicaux. (Valérie, PPL).

[...] ils veulent pas une transformation profonde, ils veulent pas renverser le capitalisme [...] tant qu'on renversera pas le capitalisme, y'aura pas de capitalisme vert, ça existera pas (Martin, Jardins sans nom).

#### 4.2.2 Stratégies

La critique formulée quand aux stratégies du mouvement vert vise précisément la légitimation de deux des trois grands responsables de la crise écologique identifiés par le mouvement écologiste radical québécois : l'État et le capitalisme. La troisième cause, l'anthropocentrisme, est mentionnée dans la critique des médias de masse, mais il n'y a pas de rapprochement clair entre les organisations environnementalistes et le renforcement de ce type de domination.

Les organisations environnementalistes légitiment l'État en s'adressant constamment à lui pour entreprendre des changements, adopter de nouvelles lois, consacrer plus de terres publiques en aires protégées, etc. En d'autres mots, en cherchant à réformer le système, ces organisations

accordent à l'État sa légitimité de planificateur territorial.

[...] je pense que jusqu'à un certain point ça donne une légitimité au système dans lequel on vit, parce qu'en ayant des groupes de pression ça fait semblant qu'on est dans un jeu démocratique, mais c'est pas pantoute ça qui se passe. Ils vont faire de la pression pour ratifier le protocole de Kyoto qui veut ramener les émissions de gaz carbonique à ce que c'était dans les années 1990, mais en même temps ils vont continuer leur plan économique pour exploiter les sables bitumineux. Ça fait que... ça fait de la politicaillerie, pis ça ça fait croire au monde qu'en étant dans des groupes de pression pis en signant sur leurs pétitions pis etc. etc., ça va changer des choses, mais ça changera pas des choses. Ça prend un mouvement de base avec plein de monde qui sont conscientisés, pis justement des pratiques réelles pis concrète qui créent une alternative à ce système là, pis qui permettent au début de fortifier ces alternatives là pis ensuite d'essayer de les renverser... mais ça, on est loin de ça (Martin, Jardins sans nom).

On est comme sceptiques par rapport à ça, parce que veut veut pas ces groupes là sont subventionnés, c'est juste un petit chien de garde qui jappe un peu fort quand le gouvernement fait tel truc, mais le gouvernement, il fait ce qu'il veut. [...] c'est parce que souvent ces groupes là remettent pas en question certaines choses du système, tsé, que si ça continue, quand bien même que tu fais des manifs, que tu dis au gouvernement qu'il est pas fin, ça changera pas (Valérie, PPL).

Pour les écologistes radicaux, les pressions publiques et les actes purement symboliques ont peu de valeur. Non seulement sont-ils perçus comme étant inefficaces mais la stratégie même d'employer un intermédiaire pour apporter des changements dans les rapports entre la société et la nature est un non-sens justement parce que ce rapport ne doit pas être médiatisé. Dès que la revendication est

adressée à l'autorité, elle est vidée de son contenu effectif. Ce non-sens devient une contradiction ouverte lorsque les organisations environnementalistes font la promotion de différents modes de consommation, soit par la certification biologique, l'alimentation locale ou le boycottage de grandes compagnies (ex. Esso). Les écologistes radicaux argumentent que la stratégie d'une éthique de consommation reproduit le système qui cause la crise écologique globale. Judith de Liberland commente à cet effet : « ...on a beau dire t'achètes local et bio, ostie, t'achète pareil ».

Ça m'a toujours fait rire, 'acheter c'est voter', tsé. Achète achète achète, pis tu vote en achetant, moi je suis d'accord que si on boycott toutes les grandes corporations ça va mettre beaucoup de pression, mais c'est tout le temps dans l'optique de continuer à consommer, pis on remet jamais vraiment ça en question (Valérie, PPL).

[...] eux, ils vont prioriser un changement environnemental dans la mesure où ça ne met pas de bâton dans les roues du système capitaliste actuel, alors que le système capitaliste est à la source totale de la problématique actuelle, pis il est totalement impossible d'avoir quoique ce soit d'écologique et équitable tant qu'on est dans une optique d'un système comme celui qu'on a en ce moment. Pourquoi? Parce qu'un des buts principaux c'est l'amas du capital. L'amas du capital, tu le fais comment, tu le fais en augmentant la consommation. Comment tu fais pour augmenter la consommation? Tu fais des biens les moins durables possibles. Fait que la courbe de la croissance économique en dollars, en capital, est directement opposée, inversement proportionnelle à la courbe de la crise écologique. Y'a aucun moyen de régler la problématique dans un système comme celui-là (Damien, la Terre d'Abord).

### 4.2.3 Pratiques

Les pratiques du mouvement vert sont critiquées sous deux angles principaux : l'inefficacité et l'infantilisme. D'une part, les organisations environnementalistes sont perçues comme étant à peu près incapables de parvenir à quelque réalisation concrète que ce soit. Leurs succès, leurs résultats sont perçus comme minimes comparativement aux moyens dont elles disposent. Elles ont des locaux stables, des employés salariés, l'appui des médias. Cependant, leurs actions ne se distinguent pas de la bureaucratie, leurs énergies se perdent dans les procédures et les campagnes médiatiques. Cette critique est surtout soulignée par Arianne de SHAC-Canada, qui affirme qu'un groupe autofinancé et décentralisé comme SHAC est

[...] plus efficace que PETA pis d'autres groupes comme Greenpeace, que eux y'ont des millions pis des millions [...] Ils ont des budgets immenses qu'ils sont pas capables d'avancer des résultats au bout de la ligne. [...] mais comme Greenpeace, je sais pas qu'est-ce qu'ils font, y'a personne qui le sait [...] généralement je dirais qu'ils sont pas efficaces (Arianne, SHAC-Canada).

Selon Damien de la Terre d'Abord, ce genre d'organisation est

[...] comme une charrette en arrière du système économique du système établi actuel [...] ils vont accepter certaines positions du gouvernement, des positions disons très abrégées... très incomplètes par rapport à la situation, pour aller chercher les fonds, pour garder l'image de ce qu'ils ont besoin (Damien, la Terre d'Abord).

Valérie de PPL affirme que de telles organisations agissent

comme « un espèce de petit chien du gouvernement, [qui dit] ‘fais pas ci fais pas ça’ mais le gouvernement fait ce qu’il veut, les grandes compagnies font ce qu’elles veulent » (Valérie, PPL).

De plus, les organisations environnementalistes sont présentées comme des structures hiérarchiques et centralisées qui souffrent de rapports de dépendance, freinant à la fois leur intuition et leur marge de manœuvre. Cette structure infantilise les personnes qui en font partie et les pratiques expérimentées ne permettent pas aux gens de devenir plus autonome. Ainsi, les pratiques mêmes auraient pour résultat de perpétuer l’impuissance des individus.

C’est justement ça que les gros groupes mainstream font, tsé, ils attendent que le gouvernement agisse. Mais nous c’est ‘non, toi en tant que personne, dans ton milieu, avec d’autres, tu peux toi-même t’organiser pour changer les choses. [...] ça fait partie implicitement de notre discours, c’est plus ‘organise-toi toi-même, attend pas que les autres t’organisent’ [...] (Valérie, PPL).

Je pense qu’y a beaucoup d’écologistes qui s’enfoncent là-dedans, dans les revendications à l’État ou à différents niveaux de gouvernement... mais je pense que ce qui fait la différences des anarchistes c’est que tu gardes en mémoire et en trame de fond principal que tu travailles pour une autonomie pis pour te débarrasser de l’État (Judith, Liberteerre).

#### 4.2.4 Ouverture

La critique du mouvement diffère quelque peu d'un groupe à l'autre, mais aucun n'est ouvertement hostile aux organisations plus réformistes. Les groupes et individus les critiquent, mais tous se rangent dans la position où il est probablement mieux d'avoir de telles organisations qu'aucune. « Mais on est pas contre. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, mais nous ça nous intéresse pas de participer avec ces groupes là non plus » (Valérie, PPL). Judith affirme que les écologistes radicaux vont se réjouir de chaque petite victoire, aussi infime soit-elle, « [on est] quand même contents quand le gouvernement fait des aires protégées, d'arrêter de distribuer les CAAF<sup>68</sup>, arrêter de drainer le fleuve, etc. » (Judith, Liberland).

### 4.3 Pratiques et représentations sociospatiales

Dans cette section, je tente d'éclairer la façon dont les groupes écologistes radicaux québécois perçoivent leur rapport au territoire en analysant leurs pratiques et représentations sociospatiales selon quatre dimensions du territoire: matérielle, idéelle et vécue et politique.

#### 4.3.1 La dimension idéelle

---

<sup>68</sup> Contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier : entente entre l'État provincial et les compagnies forestières où l'État garantit des droits de coupe sur terres publiques.

Les seules échelles désignées dans le discours des groupes écologistes radicaux se résument aux mondial et local, avec un peu d'emphase sur l'échelle résidentielle.

[...] nos actions ont une portée locale, mais nos enjeux qu'on adresse ont une portée vraiment globale, internationale [...] la raison de ça, c'est en terme de moyens, jusqu'où on peut porter notre action [...] pis c'est les enjeux sur lesquels je peux avoir le plus d'emprise probablement, qui sont ici. Ça va dans le sens que ici c'est mon territoire pis c'est aussi celui que je connais le plus (Judith, Liberteerre).

Les représentations et narrations d'expériences sont toutes situées à l'échelle locale, par exemple les universités et campus universitaires, le centre-ville de Montréal, le quartier Westmount, le centre-ville de Sherbrooke. Les actions sont toujours à une échelle restreinte. La quasi-totalité des actions ont lieu dans la rue, sur un trottoir ou dans un corridor d'université. Martin des Jardins sans noms insiste plutôt sur la communauté locale, de maison à maison.

[...] on allait voir tout le monde qui nous supportait dans la communauté pis on allait leur donner de la bouffe à toutes les maisons, fait qu'on faisait du travail maison par maison [...] notre travail c'était comme plus directement avec le monde [...]ça ouvre la porte à ce qu'on appelle un travail territorial, ça veut dire prendre un endroit pis par le visualiser comme de quoi d'abstrait, comme souvent à Montréal des manifs pis toute, on se voit pis c'est tout le temps le même monde... mais quand tu fais un travail de maison à maison, tu découvres du nouveau monde, t'as une interaction au niveau communautaire... y'a pas des résultats instantanés pis toute mais je pense que c'est une des façons de faire que je trouve intéressante (Martin, Jardins sans nom).

Pourtant, la plupart des discours se projettent dans une conception mondiale, stipulant à la fois que tous les expériences et conflits locaux comportent tous quelque chose d'intrinsèquement relié. Pour cause, les trois cibles-clés du discours de l'écologie radicale – État, capitalisme et anthropocentrisme – sont présents partout dans le monde. Aussi, le mouvement de l'écologie radicale est déjà, en soit, international. Les groupes du Québec démontrent en avoir conscience. À prime abord, il faut rappeler que la Terre d'Abord fait partie de Earthfirst!, SHAC-Canada fait partie de SHAC (présent dans 20 pays) et fait la promotion du ALF. Mais aussi, Liberterre faisait partie de la CLAC, elle-même membre de l'Action Mondiale des Peuples. La Mauvaise Herbe distribue de la documentation des États-Unis, diffuse les nouvelles du ELF, entretient une correspondance avec des groupes en Italie et présente souvent des nouvelles d'Amérique Latine. PPL a organisé une manifestation en support à des activistes d'Oaxaca (Mexique). Agite-Bouffe fait la promotion des luttes paysannes dans le monde. Inversement, la plupart de ces groupes luttent explicitement pour l'abolition de l'État. Ils ont peu recours aux échelles nationales, provinciales ou municipales. Lorsqu'ils y ont recours ce n'est jamais dans une perspective identitaire. Les quelques références à ces échelles font la critique des frontières douanières, la critique de la démocratie représentative ou de la démocratie participative « citoyenne ».

Nous croyons à une identité globale dotée d'une culture hétérogène, sans frontières mais naturellement diverse, c'est à dire une territorialité planétaire, contre toute forme de nationalisme (Liberterre, 2005).

C'est pourquoi ces groupes n'ont aucune identité territoriale, tant à une région, à un type de terrain, à une municipalité, une province ou un pays : les individus choisissent leurs lieux par contrainte ou opportunité, aucun d'entre eux n'a affirmé être totalement bien là où ils étaient (ville ou campagne), ils ont plutôt justifié cette occupation dans un lien avec la terre.

[...] on veut pas 'avoir' un territoire, on veut 'appartenir' à un territoire, donc renverser les liens, la relation qui existe qui présentement. Le territoire ne m'appartient pas, je suis pas propriétaire du territoire, mais moi j'appartiens à un territoire, à un lieu, j'appartiens à un espace qui peut être encore là, la base physique, mais qui peut être culturel, social, politique, collectif... (Judith, Liberteerre).

Cet aspect est particulièrement révélateur. L'absence d'identité territoriale est aussi la conséquence d'une cause discursive. Étant anti-capitalistes et la plupart de tendance libertaire, ces groupes ne reconnaissent pas la notion de propriété (publique ou privée), du moins dans la dimension idéale. Entre la conceptualisation écologiste qui requiert l'échelle du « global » et l'échelle de l'immédiat, du senti – c'est-à-dire du local ou du résidentiel – il n'y a que des construits de propriété, privée ou publique, qui semblent absurdes pour ces individus qui s'opposent aux frontières. Cette absence d'identité territoriale évoque étonnement les discours socialiste de la Première Internationale au 19<sup>e</sup> siècle. Puisque la donnée de base est la vie, son équivalence et son respect intrinsèque – toutes les échelles intermédiaires entre le local et le global perdent leur raison d'être politiquement. Les frontières seront alors ignorées ou

dénoncées.

#### 4.3.2 La dimension vécue

Néanmoins, les groupes sont situés spatialement et expérimentent leurs milieux de vie de multiples façons. La grande majorité (dix sur quatorze) des groupes recensés depuis 2001 sont basés en milieu urbain, dont huit à Montréal. Même les projets de jardins entretiennent des liens périodiques avec d'autres groupes de la ville. Tandis que la plupart des groupes ont des positions officielles critiques face à l'urbanité et l'industrialisation du rural, presque tous les répondants ont avoué ressentir un quelconque malaise par rapport à la ville ou la campagne comme milieu de vie. Une des principales raisons évoquées est la perte d'autonomie.

L'appréhension qu'on a de l'espace et du territoire se traduit toujours dans le fait d'avoir un malaise avec la ville, en ayant aussi un malaise avec la campagne parce qu'on a aussi une ostie de perte d'autonomie d'être en milieu rural, ou en forêt, ou en ce qu'on va appeler nature... (Judith, Liberberterre).

Mais c'est sûr que je pense que la Mauvaise Herbe a une critique de l'urbain, de la banlieue, qu'y a pas grand monde qui veut rester en ville... parce que le seul moyen de survivre en ville c'est d'avoir une job. Y'a pas grand-chose que tu peux faire pour auto suffire. Même la bouffe, les vêtements, tout ça. Recréer une communauté en ville c'est très tough. Une coop c'est limité. D'avoir des grosses coop et un gros espace... y'a pas beaucoup d'espace de libre à Montréal de toute façon (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Vivre dans la nature sauvage n'est pas envisagé comme

étant une option, et aucun des groupes n'y a recours, invoquant le fait de ne pas avoir (encore) les savoirs nécessaires. « On est pas capable de se repérer. Si on était plongés dans le bois demain matin on crèverait... avant midi [rire] » (Judith, Liberterre). L'aspect culturel est aussi très important. Plusieurs des répondants ont peur d'être isolés culturellement en milieu rural : de se retrouver seuls et marginalisés à cause de leurs valeurs et de leurs pratiques, de ne pas pouvoir créer de liens forts avec les habitants locaux. Pour Arianne de SHAC, quitter la ville serait insensé, la lutte contre la cruauté animale étant selon elle un phénomène exclusivement urbain.

[...] je pense pas qu'on pourrait être aussi actifs en dehors de Montréal. Surtout qu'en dehors le monde 'sont pas super informés sur la cause des droits des animaux, fait que je sais pas trop si on aurait un impact en dehors de Montréal. En campagne, on peut pas vraiment avoir d'impact... y'a pas personne. 'Un végétarien, c'est quoi?' [rire]. Veggan, oublie ça, ça existe pas dans le vocabulaire (Arianne, SHAC-Canada).

Pour Marie du CUL, le fait même que le Collectif œuvre dans un campus d'université en retrait du centre de la ville de Sherbrooke est problématique. Elle estime que le fait de garder le Collectif à l'intérieur du campus restreint le potentiel politique du projet. « On essaie de faire des déplacements vers la ville, vers le local [du RAJ], parce que c'est là qu'il y a les gens » (Marie, CUL). D'ailleurs, le CUL et le Collectif de Minuit ont tous deux exprimé le désir profond de distribuer la nourriture à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur, même si des raisons logistiques leur en empêchent, en expliquant que le lieu serait à la fois plus

inclusif et plus « agréable ».

En solution aux différents malaises exprimés, les répondants présentent deux attitudes distinctes. La première, plus active, consiste soit à fuir la ville pour construire un projet alternatif en campagne, soit à tenter d'améliorer les conditions de vie urbaine en constituant des alternatives écologiques. Valérie affirme que le fait d'être en ville est un choix : « ...on [PPL] est vraiment tous très urbains et on aime la ville quand même [...] c'est pas parce que t'es en ville que tu peux pas pratiquer des alternatives (Valérie, PPL). »

[...] y'a des jardins communautaire, des jardins sur les toits, y'a des manières de faire de la récup, de faire de faire du plein-air, à Québec c'est quand même pas si pire... tu prends ton vélo... je pense pas que la ville était vue comme l'incarnation de l'urbanisation du mal, du tout (Alexandra, Dada a faim).

On verra selon la représentation de la dimension matérielle que ces alternatives sont cependant limitées. La deuxième attitude, plus passive, consiste à s'accommoder des ressources existantes et de tenter d'accroître son autonomie en réduisant sa dépendance aux lieux fixes, c'est-à-dire qu'il y a un refus de s'enraciner. C'est pourquoi plusieurs groupes s'organisent à partir des domiciles mêmes des membres, font de la récupération de nourriture (ce qui est plus rapide que de la faire pousser!). Tel que l'expliquent Cassandra du Collectif de Minuit et Stéphane de la Mauvaise Herbe : « on a pas lieu [...] nos AG c'est dans nos salons » (Cassandra, Collectif de Minuit), « on prend des lieux qui existent déjà, selon les disponibilités, si y'a des

ordis. Nos lieux de travaux respectifs, aussi, pour le montage. Pourquoi pas les utiliser? » (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Les groupes écologistes radicaux ont aussi tendance à se servir ponctuellement de lieux qui ont été réappropriés politiquement et où des groupes d'une autre constituante idéologique, priorisant d'autres luttes, occupent et assurent la permanence. Je fais ici référence aux locaux de l'ASÉ-UQAM, de l'X, du DIRA, du RAJ et occasionnellement du CEDA. Les écologistes radicaux s'en servent et participent quelques fois à la gestion des lieux, mais n'en sont ni les initiateurs ni les responsables exclusifs.

#### 4.3.3 La dimension matérielle

La critique des espaces urbains et ruraux est plus explicite lorsque les groupes expriment leurs représentations de la dimension matérielle du territoire. Le territoire matériel en tant que tel – aménagé, bâti, modifié, structuré – leur apparaît restrictif et objéifié. Ces deux représentations s'étendent tant à l'espace urbain qu'à l'espace rural : d'emblée, les répondants des groupes écologistes radicaux accusent la terre d'être rendue inaccessible, polluée et dénaturée sous la forme de « ressource naturelle ». Le bâti est fondamentalement problématique.

En ville, l'usage du sol se veut surtout exclusif. Et lorsque des terres sont accessibles, elles sont souvent contaminées. Les répondants citent alors l'exemple de plusieurs jardins

communautaires pollués et dont le produit serait nocif pour la santé : « on est du monde qui ont pas accès à la terre en ville, ou sinon c'est à travers un jardin communautaire sur des terrains contaminés... » (Martin, Jardins sans nom). La guérilla jardinière de Libérterre était justement une tentative de transgresser les limites normatives du territoire bâti et de forcer l'embellissement d'un territoire conçu pour être « gris ». De façon similaire, Valérie de PPL résume le désir de son groupe à outrepasser les limites de l'exclusion et les frustrations de ne pas y parvenir.

On avait un fantasme un moment donné de pogner un terrain vague pis planter dessus, on voulait comme récupérer un terrain pis planter dessus mais je pense que c'était pas réaliste, souvent ces terrains là sont contaminés. [...] On veut toujours à chaque été, pogner une place pour planter, pis les jardins communautaires à Montréal y'en a quasiment pas, t'es tout le temps pogné... y'a comme pas de place. On avait vraiment réfléchi longuement à ça, tsé, récupérer un terrain pis inviter les gens du quartier à s'en venir planter pis tout ça, mais c'est compliqué, faut analyser la terre pour la contamination, on veut pas planter n'importe quoi non plus [...] nous c'était vraiment de trouver une place pour avoir un gros potager, pis en même temps faire une vie de quartier autour de ça, pour inviter le monde aux alentours à venir (Valérie, PPL).

En campagne, les terres sont inaccessibles parce qu'elles sont trop coûteuses pour qu'une culture respectueuse de l'environnement puisse subsister. L'agriculture doit être axée selon un mode productiviste intensif sinon elle n'est pas viable économiquement. Paradoxalement, c'est justement en n'étant pas productiviste qu'elle peut être viable écologiquement. Le résultat veut que le territoire

rural soit consacré à l'exploitation, son potentiel relégué en terme de ressources objéifiées, quantifiables et dénaturées, dont la production est planifiée à court terme seulement. Les exigences du marché capitaliste impliquent qu'il ne peut y avoir aucune amélioration.

Les meilleures terres du Québec sont vraiment occupées par une agriculture qui vise juste à produire du maïs pis des cochons pour un système d'exportation [...] c'est pas vraiment possible pour quelqu'un qui veut pas travailler tout le temps pour payer sa dette de s'installer dans ce coin là, pis c'est ça. L'utilisation du territoire c'est plutôt déprimant [rire] [...] ça fait dur dans les régions du Québec en général, tsé autant en environnement que dans la dimension sociale du travail, du monde, c'est quand même la grosse déprime, y'a pas vraiment une vision d'avenir (Maxime, Jardins de la résistance).

Ben, le terme ressource en dit déjà long. [...] on a commencé à insérer le nom dans les médias de 'région-ressource', par exemple, pis l'espèce de structure centre-périphérie se développe d'une façon que tu renforcis fortement, j'entendais des gens de la Côte-Nord me parler de leur région comme une région-ressource et y'en étaient fiers. Je me suis dit 'ok, c'est rendu loin en ostie'. Fait que toute cette question de ressources naturelles, premièrement, c'est clair que c'est la reproduction de l'anthropocentrisme [...] quand tu vois les ressources naturelles comme quelque chose qui peut fitter dans les colonnes comptables et pu comme quelque chose que tu peux nourrir ou qui peut te nourrir aussi [...] ça entraîne ce type de valeur là, ce type de pensée là, de vision là de toutes les choses, pis les ressources naturelles devient un enjeux de propriété privée pis de brevet de propriété intellectuelle, sur la biodiversité... c'est un massacre, un écocide, qu'on appelle. Les ressources naturelles, non... c'est vraiment n'importe quoi (Judith, Libberterre).

#### 4.3.4 La dimension politique

À la restriction et l'inaccessibilité du territoire s'ajoute la dimension politique du territoire sous la forme de répression sociospatiale, c'est-à-dire de restrictions intentionnelles qu'exercent les acteurs dominants sur l'accès et l'usage de l'espace en imposant leur propre vision de ce qui est « propre » et « impropre ». Les répondants du mouvement écologiste radical expriment des témoignages très intimes à ce sujet. Ils affirment que la façon dont le territoire est bâti – tant rural qu'urbain – et les politiques de l'État (spécialement la police) et la propriété privée des corporations ou des particuliers constituent des formes répressives de territorialisation. Cette répression est représentée sous deux formes : l'une passive et l'autre active.

D'une part, les groupes et répondants commentent la façon dont ils se sentent opprimés par les rapports de forces pré-existants dans le territoire, invoquant une certaine violence structurelle du bâti opérant au quotidien, dans les limites du senti à l'échelle locale et résidentielle. Cette oppression est omniprésente, elle est le résultat de la construction sociospatiale des différentes facettes du pouvoir contesté (État, capitalisme et anthropocentrisme).

[Montréal] c'est la ville, c'est la pollution, aérienne, de la vue, de l'air, du bruit, d'une perte d'autonomie assez hallucinante, t'as pas de jardins, pas de légumes, pas de plantes médicinales, t'achètes, tout le temps, tu sors de chez toi, tu consommes [...] et encore, j'ai pas parlé du quadrillage de la ville, en rues, tsé, spatialement parlant, c'est comme rushant en ostie, pis les autoroutes [...] cette idée que le progrès et le béton c'est vraiment mieux pour les humains... (Judith, Libterre).

Damien de la Terre d'Abord souligne la particularité cognitive du quadrillage spatial, contraignant dans la façon même dont le territoire est aménagé. Selon lui, l'organisation du territoire reproduit implicitement les catégories, signifiant « ce qui est à sa place » et « ce qui n'est pas à sa place ».

La preuve, intéressante, c'est une preuve du contrôle psychologique... y'a ben des places, t'es même pas obligé de mettre une clôture autour d'une place pour qu'une personne marche pas sur la pelouse, elle va passer par l'entrée. Pour moi c'est une preuve du contrôle psychologique, parce que tu pourrais très bien passer par plein d'autres côtés mais on passe toujours par la petite porte qui nous a été indiquée sous peur de faire de quoi à quelqu'un (Damien, la Terre d'Abord).

Le témoignage de Stéphane de la Mauvaise Herbe est particulièrement explicite à ce propos. Il lie directement l'État et le capitalisme dans la territorialisation totale de l'espace en une sorte de canevas lignifié, exclusif et privé, à la manière d'une prison. La propriété est étendue comme phénomène de plus en plus qualitatif à l'échelle globale, dont la description évoque une sensation de suffocation.

On aimerait ça aller à plus de place, mais on est limité, tout est arpenté, quadrillé. Des propriétés, y'en a partout. On essaie d'aller dans des espaces communs, collectifs, même si légalement, ils le sont pas tout le temps. Comme ici, mettons l'école, appartiens à l'État [...] Oui, c'est sur qu'on soutient tout qu'est-ce qui est rappropriation de terrain ou d'espace, tout ce qui peut être squat... c'est parce que tout le territoire est légiféré, y'a des règlements, y'a toujours une municipalité, un gouvernement qui s'approprie... qui veut tout planifier, tout gérer, alors tout qu'est-ce qui peut être comme des espaces autonomes qui se créent, partout, on soutient ça, parce que ça peut

permettre l'épanouissement de formes de vie ou de faire qui nous intéresse... c'est fou comme l'espace est géré... c'est quand même urgent qu'y ait autre chose, parce que bientôt ce sera plus possible. [...] Avant ça, y'avait du monde qui pouvait vivre dans une société parallèle... du temps des colonies, y'avait des colons qui sont partis vivre ailleurs. Pis qui ont vécu des fois des centaines d'années comme qui voulaient avant que les frontières de l'État prennent toute la place. C'est ça le problème, presque partout à travers le monde y'a des États, y'a pu de place... pis avant le gouvernement disait 'ça, ça nous appartient' mais dans les faits c'était pas tellement vrai. Là maintenant tu peux plus partir de communautés pis pas avoir de problèmes, là. Ils vont savoir que t'es là. Même quand t'es propriétaire, va encore falloir que tu paies tes osties de taxes (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

D'autre part, certains groupes dont les pratiques sont plus axées sur la transgression territoriale et expérimentent de la répression territoriale active, soit par l'intimidation (ex. gardiens d'université) ou par la violence physique, le viol de leur domicile, les interdictions territoriales et les poursuites judiciaires. La force exercée par ces institutions résulte en la construction de frontières sociospatiales qui indiquent l'usage réservé à tel ou tel lieu, qu'il soit publique ou privé, académique ou non. Cette sorte de contrôle policier est une forme de territorialisation : elle révèle intentionnellement à la fois la représentation et l'appropriation de certains espaces selon une structure idéale précise et l'affirmation d'une force politique tant symbolique que matérielle pour légitimer ce territoire.

Par exemple, le CUL et le Collectif de Minuit ont vu plusieurs participants ou sympathisants appelés en comités

disciplinaires par les administrations de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke, qui ont du répondre de leurs actes, les conséquences pouvant aller jusqu'à l'expulsion du campus. Cette intimidation psychologique s'étendit à plusieurs dizaines de personnes. Elle a été dénoncée par certains professeurs et la Ligue des droits et libertés. À Québec, la police a tenté même de saisir *Emma*, la marmite du Collectif de Minuit. Ultimement, l'enjeu n'est pas restreint à la distribution de nourriture. C'est bien la lutte de conceptions divergentes, traduites sous forme politique, qui oppose les représentations sociospatiales dominantes et émergentes. Selon Marie, la vague d'intimidation est la conséquence d'un conflit autour de représentations sociospatiales. Elle indique, en visant l'administration : « l'université, ça les dérange particulièrement parce qu'on est en train de faire vivre une autre vision de l'université » (Marie, CUL).

La répression active est plus poussée dans le cas de SHAC-Canada. Ce groupe, contrairement à la Terre d'Abord, ne planifie pas ses actions en visant les arrestations. Leurs manifestations n'étaient pas des expériences de désobéissance civile, mais bien de perturbation, signifiant que leur objectif était de troubler et confronter une cible en particulier, sans pourtant mettre en danger leur propre intégrité physique ou consentir à se faire arrêter par la police. Durant les désobéissances civiles, c'est généralement le corps même de la personne impliquée qui sert d'entrave – physique – à la cible, par exemple en s'enchaînant à la porte d'un bureau. En allant devant la résidence de certains

directeurs ou présidents d'entreprises ou d'institutions en faisant du bruit avec des sifflets ou autres instruments et en criant à tue-tête, les participants visaient plutôt à transformer les rues normalement paisibles de Westmount en lieux de contestation, autant sonore que visuelle. L'objectif implicite est de renverser l'usage normatif qui en est fait et ainsi troubler le quotidien de leurs cibles. À l'automne 2006, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées durant une série de manifestations. Quelques participants auraient aussi été violentés. Certaines personnes ont été perquisitionnées à leur demeure et sont poursuivies en cour pour méfait et attroupement illégal. Parmi les conditions que la police leur impose, on retrouve l'interdiction d'organiser ou de participer à des manifestations dans un grand périmètre de la Ville de Montréal. Cette interdiction est à la fois symbolique et matérielle : elle est la réponse du pouvoir dominant quant à l'usage « propre » ou « impropre » des rues, spécialement celles du quartier riche de Westmount. Quelques mois après la vague de répression (c.-à-d. durant les procès) Ariane commente les événements :

[...] les manifestations, ça prend pas cinq minutes que les polices arrêtent tout le monde, pis ils sont super arrogants avec les manifestants, tsé ils leur font peur, ils prennent des photos, ils leur parlent bête, ils les arrêtent... le monde a pu le goût d'aller dans des manifestations, y'ont pu le goût de se faire harceler de même. C'est comme si la police était 'contre' nous. On fait pu de manifestations. C'est rendu à ce point là. Tu te pointes, pis ils t'arrêtent... automatique. La dernière fois qu'on est allé, ils nous ont couru après parce qu'ils voulaient trois personnes. En plus y'a comme des polices 'undercovers' qui ont infiltrés le groupe. On veut pas que le monde aille dans les manif si c'est pour se faire arrêter. La police fait exprès pour

pousser le monde dans la rue, pis y leur donnent des tickets pour pas traverser à l'intersection. Ils jouent avec ça pas mal. Ils sont vraiment rats (Arianne, SHAC-Canada).

Elle conclut, en soulignant l'aspect dramatique de la situation, un sentiment de détresse : « on sait plus où se lancer, on sait plus où se mettre, on sait plus quoi faire » (Arianne, SHAC-Canada).

#### 4.3.5 Conclusion

Mon hypothèse principale concernant les pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux veut qu'ils entretiennent des rapports généralement séculaires avec l'espace et le territoire, signifiant que leur façon d'habiter, ainsi que leur façon de s'incarner en tant qu'acteurs du changement, est inégale, hésitante et ponctuée de fragmentations organisationnelles, ce qui révèle, à la base, une « angoisse territoriale » irrésolue. Cette assertion signifie que les acteurs ne prennent pas rationnellement en charge la réalité du territoire qui leur sert de cadre d'action. L'abstraction serait alors leur mode ultime d'appréhension du territoire et des conflits qui le parcourent et serait alors la principale source de leur motivation à discourir et à agir.

Ceci dit, l'analyse de leurs pratiques et représentations ne permet pas d'affirmer ou d'infirmer clairement l'hypothèse. Certes, les répondants appréhendent le territoire en usant d'abstraction via l'échelle globale, cependant leur sensibilité

demeure ancrée dans le réel. En jouant d'affirmation et de négation, les dimensions idéelle, vécue, matérielle et politique sont représentées comme des facettes multiples et intercroisées de la vie mutilée. Il y a dans leurs pratiques et représentations la même séparation contenue dans leur discours : la distance entre ce qui est et ce qui devrait être. Simultanément, les répondants affirment leur malaise quant à l'espace rural et l'espace urbain alors que leurs tentatives de briser ce malaise sont activement réprimées par l'État. Ils pensent et agissent à l'échelle locale et résidentielle parce que c'est là qu'ils sont confinés. Leur attitude quant aux lieux et à leur transformation diffère d'un groupe à l'autre. Cependant, exemptes d'identité territoriale, toutes leurs expériences ont lieu à court et moyen terme. Le désir d'autonomie est transfiguré dans la spontanéité et une hésitation ponctuée à s'enraciner.

Cette angoisse territoriale, irrésolue, est explicitée par les répondants. Il serait cependant faux de concevoir cette angoisse comme résultant de la praxis des écologistes radicaux. En considérant les propos des répondants je crois plutôt que ce « malaise d'habiter » est une constante de leur activisme. Le territoire comme construit est problématique dans toutes ses dimensions, cependant la résolution de ses failles est contestée par la force politique liée au pouvoir qui le veut ainsi. Alors jaillissent une fois de plus les trois cibles-clefs de l'écologie radicale : l'État, le capitalisme et l'anthropocentrisme.

Les répondants démontrent qu'ils prennent en charge

rationnellement la réalité du territoire dans toutes ses facettes. Ils affichent une conscience géographique soutenue qui comporte l'avantage de l'expérience immédiate et sensible de l'espace et du territoire. S'il ont effectivement une certaine hésitation – du moins, une difficulté – à s'incarner comme acteurs du changement sociospatial, les répondants démontrent que cette angoisse est la conséquence d'influences exogènes au mouvement – matérielles, certes, dans le bâti urbain et rural jugé opprimant, mais surtout politiques lorsqu'ils osent démontrer clairement leurs pratiques. Ce ne sont pas seulement les manifestations effectives du pouvoir qui sont problématiques : le simple fait que le pouvoir réagisse est en soit une donnée constante introduisant le risque d'empirer une condition existentielle déjà difficile. La menace de répression est omniprésente et ses formes dormantes sont pourtant visibles.

Donc, si les écologistes radicaux n'ont aucune identité territoriale, c'est qu'ils rejettent à priori les catégories sociospatiales construites. Si les groupes écologistes radicaux axent davantage leurs pratiques sur la résistance symbolique que la transgression territoriale ce n'est pas qu'ils n'osent ou ne désirent faire plus – ils affirment après tout que l'action directe est libératrice – mais bien qu'ils en craignent les conséquences, aussi absurdes soient-elles. Leur quête est avant tout une quête d'autonomie. Ils sont contraints dans le territoire, voilà ce qui motive leurs pratiques de réappropriation, voilà aussi pourquoi ces pratiques sont éphémères. Elles ne suffisent pas à briser les

contraintes de façon permanente, seulement à prouver qu'il est possible de vivre autrement.

Ainsi, le mouvement écologiste radical apparaît comme la conscience rigoureuse et soutenue de l'aporie entre culture et nature, dont les manifestations dialectiques sont empreintes d'une poussée révolutionnaire constamment avortée. L'acte en soi contient déjà tout ce qui est souhaité dans un vivre-ensemble libéré de la domination, il erre en marge du devenir, jusqu'à maintenant incapable d'être transfiguré complètement de la théorie à la pratique pour la simple et bonne raison qu'il demeure – encore – du camp des opprimés. Ce divorce est l'adage même du mouvement écologiste radical : le monde est rejeté au même moment où on voudrait le transformer. Simultanément, ses constructions sont problématiques alors même qu'on voudrait restaurer ce qui persiste en-dessous : ce que le monde contient encore de naturel, de sauvage. Ultimement, le mouvement est un *mouvement* pour la raison – très géographique – qu'il n'y a justement nulle part où s'enfuir.

Ce que je dis desfois, c'est que si tout irait bien, j'aimerais ça être dans un petit chalet, un petit *shack* dans une montagne, dans une forêt. Mais la montagne c'est fait détruire pour les mines, la forêt y'en a pu, parce que les compagnies forestières les coupent à tout bout de champ. Fait que je suis rendu en ville, parce qu'il faut faire de quoi. C'est là que ça se passe, dans les grands centres. C'est là où le système à ses centres, là où il faut être pour être capable d'agir... sinon je serais très heureux en dessous des étoiles en train de jouer de la musique sur le bord d'un ruisseau avec des montagnes merveilleuses [rire]... mais c'est pas la réalité (Damien, la Terre d'Abord).

## CONCLUSION

Peut-être la société vraie se lassera-t-elle du développement et – toute à sa liberté – laissera-t-elle des possibilités inédites au lieu de se précipiter sous l'effet de contraintes démentes vers des étoiles lointaines. Une humanité qui ne connaît plus la détresse commence à comprendre la nature illusoire et futile des efforts entrepris jusqu'à présent pour échapper à la nécessité, et qui utilisèrent la recherche pour reproduire la détresse sur une plus vaste échelle. La jouissance elle-même en serait atteinte dans la mesure où son schéma actuel est inséparable de l'activisme, de la planification, de la volonté qu'on impose, de l'assujettissement. *Rien faire comme une bête*, se laisser aller au fil de l'eau et regarder tranquillement le ciel, 'être, rien de plus, sans autre détermination ni désir d'accomplissement', voilà qui pourrait remplacer l'action, l'accomplissement et remplir effectivement la promesse de la logique dialectique : la réactivation de ses propres origines.

Theodor W. Adorno, *Minima Moralia*, 1945, 212

Élisée Reclus conclut qu'il ne pouvait y avoir d'autre évolution que pour la Terre entière, précisant par la suite qu'évolution et Révolution ne sont en fait qu'un seul et même processus. Cette assertion se base sur la certitude que la façon dont le monde est administré est méprisable et devrait être abolie, que l'anarchisme et l'entraide sont des formes supérieures de vivre-ensemble. Cette logique dialectique – « méthode pérenne de la critique » privilégiée des opprimés (*ibid.*, 329) – oppose les contradictions présentes dans la société et annonce leur réconciliation à travers l'affrontement et la déconstruction. Elle soutient

implicitement que la forme et l'esprit du système dominant et des individus qui le composent sont réactionnaires et refusent d'être délogés. La lutte au nom de la vie devient la lutte pour la survie. Les problèmes sociaux et écologiques peuvent être résolus, mais il faut créer des solutions et en devenir les acteurs, même si cela nous place diamétralement opposés au monde tel qu'il est construit. Cette résolution implique que la lutte doit avoir lieu, mais surtout, qu'elle doit avoir lieu quelque part.

Comme le reconnaît Adorno, le fait de considérer les discours et forces contradictoires de la société en rapport dialectique permet non seulement une compréhension qualitativement supérieure mais démontre aussi qu'il est possible de les dépasser complètement. Cet effort – cette déconstruction – introduit la résorption de la médiation, la réparation de la blessure originelle, la réconciliation entre ce qui est et ce qui devrait être : « la réactivation de ses propres origines ». L'écologie radicale vise justement à faire fi des conceptions dominantes de la société moderne, questionnant la prémisse même de la civilisation telle que démontrée par John Zerzan (1994, 1999). L'écologie radicale appelle ainsi à une nouvelle lecture du socialisme<sup>69</sup>. Aussi,

---

<sup>69</sup> Le discours écologique questionne les modes de production, stipulant que la production industrielle serait problématique. Le questionnement des modes de production – incluant sa mimétique consommation – lorsqu'il est acheminé dialectiquement, introduit la critique même du travail, illustrant du marxisme et du matérialisme historique son fétichisme obsessionnel de l'ouvrier et du *Working Class Hero*. Le sujet révolutionnaire n'est plus le prolétariat. Plutôt, toute forme de vie est potentiellement révolutionnaire. Par conséquent, l'écologie

lorsqu'elle lie l'anarchisme et le requestionnement de l'interface société/nature, elle rejoint – généralement sans même le savoir – le nihilisme actif de Schopenhauer, Nietzsche et Cioran, en osant aller au plus profond de la déconstruction comme « forme limite de bienveillance » (Cioran, 1940, 207).

Cette étude se pose comme premier grand recensement du mouvement dans la province. Elle permet dans un premier temps d'attester l'existence du mouvement. Cependant, le fait que l'analyse se soit déroulée dans la sous-discipline de la géographie sociale n'est pas le fruit du hasard. L'étude démontre que les groupes et plusieurs individus qui composent le mouvement ont une lecture géographique de la crise écologique globale et de leurs propres pratiques. À travers leurs discours et stratégies s'observe un rapprochement spécifique avec les propos de la géographie radicale du 19<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la contribution – ne serait-ce que théorique – de l'écologie radicale à la géographie sociale recèle un grand potentiel. Cette première, affranchie des contraintes institutionnelles, permet une lecture libre et intuitive du système-monde et du rapport entre la société et la nature. Le fait qu'elle tente, par tous les moyens, de mettre en pratique ses idées est une source valable pour une sous-discipline qui prône l'étude des phénomènes sociaux selon les notions d'espace et de territoire. Le mouvement de l'écologie radicale offre une représentation actuelle des conflits sociospatiaux et intègre les thèmes d'économie, de

---

radicale est essentiellement positionnée contre le travail comme activité humaine technicisée.

psychologie, de politique, de biologie et autres disciplines à l'intérieur même de sa redéfinition du monde – du global au local. Par conséquent, son interprétation n'est pas fermée, son champ d'action est large et sa spontanéité en fait une force d'action significative. Autrement dit, la géographie ne le reconnaît peut-être pas, mais l'écologie radicale est profondément géographique. En diffusant ses idées et en incarnant dans le réel toutes sortes de projets, le mouvement se révèle comme un terrain d'expérimentation de nouvelles formes de vivre-ensemble territoriales, liant simultanément habitant, habiter et habitat.

En ce qui concerne le traitement du sujet de mon étude, je réalise que la propagation des valeurs même de l'écologie radicale est difficile à quantifier ou à qualifier à l'échelle de la province. Celles-ci se propagent à travers la musique, les écrits, les symboles, la parole, etc. ce qui en fait un sujet beaucoup plus culturel que pratique. J'ai identifié les groupes qui s'y ralliaient explicitement et ce afin de tracer un portrait du mouvement. Celui-ci demeure cependant incomplet. De nouvelles études qualitatives, comme par exemple la monographie de Liberland par Kruzynski et Guilbert (2007), pourraient en enrichir la connaissance.

Il faut aussi considérer que le mouvement n'est pas isolé, ce qui complexifie sa description. Il est partie prenante d'un mouvement plus grand de contre-culture radicale et anarchiste, lui aussi en croissance depuis le Sommet des Amériques de 2001 et relativement peu étudié. En ressors de mes observations, je ne crois pas que l'écologie radicale

puisse être complètement distanciée du milieu anarchiste, puisque plusieurs des groupes en revendiquent une appartenance, mais je ne crois pas qu'on doive abandonner la conception de mouvement écologiste radical québécois comme simple « aile verte » du mouvement anarchiste ou de quelque mouvement anti-capitaliste québécois. Le concept d'écologie radicale et de lutte à l'anthropocentrisme est trop central à plusieurs de ces groupes pour qu'on puisse l'écarter sans errer dans la compréhension de leurs discours et de leurs actions.

Un autre point à soulever est la critique adressée au mouvement vert. Il est surprenant de constater à quel point les écologistes radicaux étudient, recensent et dénoncent les propos et agissements des organisations environnementalistes. Selon leurs dires, celles-ci disposent de grands moyens et emploient la science afin de documenter les différents aspects de la crise écologique globale, ils en ignorent pourtant les causes fondamentales et se structurent de façon hiérarchique et bureaucratique comme organes auxiliaires de l'État. Pour les écologistes radicaux, le mouvement vert est à la remorque de la crise écologique. Il détient les moyens pour documenter l'écocide et pourtant ne propose pas d'actions qualitativement proportionnelles à l'ampleur des dégâts. Plutôt, il propose des projets de réformes palliatives. Non seulement donne-t-il une légitimité sans précédent à l'État et au capitalisme en affirmant que ceux-ci peuvent changer pour le mieux – alors qu'ils ne le peuvent – mais le mouvement vert constitue logiquement un « cul-de-sac » : il est représenté

comme l'ombre pâle qui marche docilement derrière la destruction et ne fera rien pour la prévenir.

Les radicaux sont convaincus de la futilité du mouvement vert. Leur critique gagne en pertinence due à leur expérience immédiate du territoire. Tout en concernant une visée globale, ils s'organisent à l'échelle du senti : au local et au résidentiel, sans hiérarchie ou désir de coercition. Autonomes, ils décident eux-mêmes où ils vont et ce qu'ils font, avec le seul désir de cohérence et la peur omniprésente de la répression. Comparés aux organisations environnementalistes, j'admets qu'ils démontrent moins de naïveté pour la simple et bonne raison qu'ils vivent directement les réalités sociospatiales : la rue, la répression, les poubelles, etc. De plus, ils exercent par rapport à eux-mêmes et entre eux une autocritique constante et rigoureuse (Sheperd, 2002). Leur radicalisme pourrait justement être interprété comme un deuil de la naïveté, une volonté de rendre le discours cohérent et de vivre la praxis au quotidien. C'est aussi pourquoi ils ne démontrent aucune inclination à se lier, de près ou de loin, à quelconque acteur institutionnalisé, à défaut de quelque « victoire » ou gain à court terme : ils résistent au discours institutionnel parce qu'ils l'opposent à l'expérience immédiate et qualitativement supérieure du territoire vécu, matériel et politique.

Yearly affirme que le mouvement vert est le seul nouveau mouvement social à vraiment appliquer le maxime « penser global, agir local » (Yearly, 2005) et qu'il est le seul à

proposer un mode alternatif de société post-capitaliste (*ibid.*, 25). Les propos du sociologue furent parmi les premiers à guider mes réflexions sur le sujet du mouvement d'écologie radicale. Cependant, en ayant volontairement distingué le mouvement vert élargi, constitué d'environnementalistes institutionnalisés, et l'*autre* mouvement, celui des écologistes radicaux, je comprends que les particularités que Yearly a relevé s'appliquent surtout aux écologistes radicaux.

En somme, j'insiste que la tension pluriscalaire explicitée dans la relation global-local est synonyme de radicalisme, puisqu'elle introduit la nécessité de créer des voies entre les échelles, non entre les personnes, les groupes, les institutions et l'État, mais bien entre une conception d'harmonie globale et l'action locale réelle (i.e. *grassroots*) pour résorber la crise écologique. Et j'observe, comme Vaillancourt l'avait remarqué en 1981 en parlant des quelques écologistes radicaux dans la province, que le mouvement gagne en importance et n'est pas en voie d'être récupéré.



## Appendice B

### Guide d'entretien

#### 0. Organisationnel

- Nom, localité.
- Historique (depuis quand)
- Combien de membres...
- Structure organisationnelle
- Mission de l'organisation
- Objectifs
- Activités principales
- Financement
- Local ou lieux de rencontre

#### 1. Discours

- Faites-vous une distinction entre écologie et environnementalisme?
- Quelle est votre définition de l'écologie?
- Comment vous décrivez-vous, au-delà? Appartenez-vous à un courant en particulier?
- Est-ce que cela influence votre façon de penser, de voir votre milieu, de voir le monde?
- Considérez-vous être « radicaux », et pourquoi (qu'est-ce que ça implique) ?
- Quels sont les principaux enjeux sur lesquels vous intervenez?

- Quelles sont vos principales revendications? À qui les adressez-vous? Où intervenez-vous pour défendre vos positions?
- Comment voyez-vous la question des ressources naturelles, au local, au Québec, dans le monde? Est-ce que cela affecte vos propres choix de consommation, de production? Comment?

## 2. Pratiques et stratégies

- Est-ce que vous pouvez me décrire votre principale stratégie?
- À quelles échelles sont vos activités, votre diffusion? Qu'est-ce qui justifie ou explique cette échelle?
- Quel type d'action privilégiez-vous? Est-ce qu'il vous arrive de vous rapprocher des lieux? Lesquels? Pourquoi, comment, pour combien de temps?
- Participez-vous à des réseaux, des alliances? À quelles échelles (locale, régionale, nationale, internationale, etc.) ?
- Pouvez-vous décrire votre relation avec les médias (de masse, alternatifs, autonomes)? Ont-ils un rôle dans votre stratégie, comment? Comment diffusez-vous l'information (quel mode)?
- Comment percevez-vous les groupes environnementalistes plus institutionnalisés, quelle est votre relation avec eux?

- Est-ce que vous vivez de la répression? Pouvez-vous m'en parler? Si oui, pourquoi croyez-vous qu'il en est ainsi? Sous quelle forme a-t-elle lieu (durant les actions, au quotidien)? A-t-elle une incidence sur vos choix d'action, l'étendue de vos actions, le recrutement?

### 3. Acteurs institutionnalisés

- Pouvez-vous décrire votre rapport à l'État? Y'a-t-il une différence entre les différents paliers gouvernementaux (municipal, provincial, fédéral)?
- Et quel est votre rapport aux autres institutions (ex. ONG, médias, etc.)?
- Par rapport à votre milieu de vie actuel, pouvez-vous me dire si vous êtes « bien » là où vous vivez? Sentez-vous une pression par rapport à votre style de vie? Un malaise? Préférez-vous vivre ailleurs, agir ailleurs, changer de cadre de vie? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

### 4. Relation à l'espace et au territoire

Préambule : vous êtes un groupe écologiste, vous intervenez sur différentes questions concernant le mode de vie des individus, la façon d'habiter, la relation avec le milieu naturel ou urbain, etc.

- Est-ce que votre conception de l'espace et du

territoire se traduit dans votre discours, dans vos actions et de quel espace et territoire parlez-vous? Quelle signification y accordez-vous?

- Qu'en est-il de votre conception des ressources naturelles, du milieu naturel? (Comment votre conception des ressources naturelles se traduit dans votre discours, dans vos actions et de quelles ressources parlez-vous? Quelle signification y accordez-vous?)

## Appendice C

### Manifeste du collectif Liberteserre

*Montréal, 27 février 2004*

#### **Qui sommes-nous ?**

Nous sommes la rage vivante d'une Terre mourante!

Liberteserre est né d'une révolte contre l'asservissement de la nature aux intérêts matériels des humains et contre l'idéologie productiviste qui justifie cette servitude. Basé à Montréal mais présent en campagne et dans les autres villes de la province, nous faisons partie du mouvement écologiste libertaire. Solidaires avec tous ceux et celles qui luttent pour la terre et la liberté à travers la planète, nos idéaux surpassent les limites de notre organisation et notre combat, de nature, est inclusif.

#### **Terre et liberté**

Nous voulons la libération de toutes les formes de vie du joug humain, leur intégrité et un stop à l'écocide. Terre et liberté ; il y a nulle justification valable à la destruction du macrosystème planétaire, celui-ci ne nous appartient pas.

#### **Autogestion**

Nous croyons à l'autogestion et l'organisation autonome des peuples avec un droit égal à la terre et une gestion égalitaire de la force de production. Nous ne reconnaissons pas la propriété privée.

### **Libertaire, anti-autoritaire**

Contre toute forme d'autorité, d'oppression, de domination et leurs manifestations historiques ; patriarcat et matriarcat, capitalisme, racisme, hétérosexisme, colonialisme, anthropocentrisme (l'humain comme centre de l'univers), l'espécisme (supériorité d'une espèce sur une autre), et ses institutions : l'État, l'Industrie, l'église, etc. La liberté d'un individu ne se limite pas là où celle d'un autre commence, plutôt, la liberté est un tout sociétaire, elle est reflétée à travers chaque individu.

### **Autodéfense**

Nous croyons à la légitimité de l'autodéfense face à toute forme d'oppression contre la violence physique, psychologique, aliénation, institutionnalisation, récupération.

### **Diversité**

À chacun et chacune de choisir sa tactique, nous croyons au respect de la diversité d'action en conservant notre droit à la critique et à l'opinion. À

chaque contexte sa stratégie.

## **Révolution**

Un changement sociétale radicale est impératif, et non quelque réforme. La révolution sociale et la guerre des classes doit aussi s'attaquer à la logique d'exploitation de la nature. Le système ne peut pas être réformé, il est le problème. La stratégie révolutionnaire de Liberland consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux.

## **Bio-région**

Il faut se satisfaire le plus possible des ressources de sa région, réadapter son milieu et son mode de vie, redéfinir l'humain dans son environnement, remettre en question la domestication de la faune et de la flore. Une certaine autonomie doit être laissée à chaque région pour que la société qui l'occupe puisse subvenir à ses propres besoins sans, ou avec un minimum, de dépendance vis à vis de l'extérieur. Il est clair que des inégalités existent sur la planète et nous ne sommes pas contre les échanges qui font partie intégrante du mode de fonctionnement des sociétés humaines. Toutes fois ceux-ci doivent être

redéfinis radicalement afin qu'aucune des parties ne soit lésée et qu'ils se fassent dans un esprit d'équité et de partage bénéfique pour chacun.

### **Identité planétaire**

Nous croyons à une identité globale dotée d'une culture hétérogène, sans frontières mais naturellement diverse, c'est à dire une territorialité planétaire, contre toute forme de nationalisme.

### **Anti-dogmatisme**

Ayant été tous et toutes élevés-es dans des familles et des institutions scolaires, c'est un travail éternel de refuser notre aliénation, combattre notre conditionnement, et quoique nous tendons vers un idéal, nous refusons tout dogme et ne voulons pas en imposer un. La révolte est une construction perpétuelle.

### **Méthodes de fonctionnement**

Nous croyons en une organisation souple et simple qui symbolise notre rapport direct à la terre et ne contredit pas nos positions contre l'aliénation et la bureaucratie.

### **Démocratie directe**

Tout le monde a droit de parole. Une gestion

horizontale décentralisée et non hiérarchique permet l'implication de tous et toutes, en insistant sur la nécessité de débats et de dialogue respectueux et constructif. Le consensus est la méthode de prise de décision la plus courante, avec votes indicatifs. La seule représentation possible se fait à l'emploi de délégués-es avec mandat précis, révocables en tout temps.

### **Rotation des tâches**

Malgré la spécialisation de quelques personnes une rotation des tâches s'avère essentielle afin de ne pas centraliser les connaissances et être le plus autonome possible. Ainsi un effort de partage de connaissance va de soit.

### **Communication**

Comme tout le monde n'a pas un accès facile à l'Internet, une attention particulière est portée sur la transmission de l'information avec d'autres médiums. Aussi, puisque nous n'avons de porte-paroles qu'en temps de campagne, le site Internet est habituellement notre seul lien au monde externe qui soit constant. Le contenu doit être approuvé en réunion ou peut être modifié n'importe quand, à la demande. Il s'agit d'une responsabilité commune. Toute propagande au nom du collectif doit aussi être votée.

## **Suivi**

Il y a un procès verbal abrégé de chaque réunion, diffusé quelque temps après celle-ci sur la liste de contact afin d'en faire le suivi. Après chaque campagne vient aussi une auto-critique à faire en réunion.

## **Réunions**

Procédures simplifiées mais avec animation, tour de parole, prise de note, méthode de vote et service de traduction. Les dates sont décidées au fur et à mesure, généralement une réunion aux deux semaines, sujet à modification.

# Des militants bloquent l'accès à la Kruger

## Ils demandent l'arrêt des coupes de bois dans l'île Flies-Levasseur

PAR LES ÉCARTÉS

Des militants écologistes ont bloqué l'accès au village de Flies-Levasseur, à l'île Flies, dans le parc national de la Gaspésie, pour protester contre les coupes de bois prévues pour l'été 2003.

Cette île est située au centre du parc national de la Gaspésie, sur la péninsule de Flies. Elle est connue pour ses forêts exceptionnelles, pour ses paysages et pour son patrimoine culturel. Les coupes de bois prévues pour l'été 2003 ont suscité de fortes réactions chez les militants écologistes.

En conséquence, à la suite d'initiatives individuelles et de nombreuses personnes isolées, ils ont demandé la protection temporaire de l'île de Flies à l'automne prochain. Le Ministère d'Environnement a accepté une transaction financière (200 000 \$) et a accepté un programme de protection à l'automne prochain. Le ministre de l'Environnement a accepté les plans de protection à l'automne prochain. Les plans de protection à l'automne prochain ont été acceptés par le ministre de l'Environnement.

« Il faut dire que les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie sont un peu bizarres, les plans de coupe sont très étranges pour de Flies », a déclaré l'un des militants, Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

« Ce document n'est pas complet, il ne prend pas en compte les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie », a déclaré Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

Les plans de coupe, très bizarres, ont été présentés au conseil d'administration du parc national de la Gaspésie, qui a accepté les coupes prévues pour l'été 2003. Les plans de coupe ont été présentés au conseil d'administration du parc national de la Gaspésie, qui a accepté les coupes prévues pour l'été 2003.

« Ce document n'est pas complet, il ne prend pas en compte les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie », a déclaré Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.



Les quatre écologistes, trois hommes et une femme, ont bloqué l'accès au village de Flies-Levasseur, à l'île Flies, dans le parc national de la Gaspésie, pour protester contre les coupes de bois prévues pour l'été 2003. On reconnaît à droite, Christian et Christiane.

Les militants écologistes ont bloqué l'accès au village de Flies-Levasseur, à l'île Flies, dans le parc national de la Gaspésie, pour protester contre les coupes de bois prévues pour l'été 2003.

« Ce document n'est pas complet, il ne prend pas en compte les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie », a déclaré Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

« Ce document n'est pas complet, il ne prend pas en compte les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie », a déclaré Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

Les militants écologistes ont bloqué l'accès au village de Flies-Levasseur, à l'île Flies, dans le parc national de la Gaspésie, pour protester contre les coupes de bois prévues pour l'été 2003.

« Ce document n'est pas complet, il ne prend pas en compte les coupes prévues dans le parc national de la Gaspésie », a déclaré Christian, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

Source : La Presse, 2003



## BIBLIOGRAPHIE

Anonyme. *Môvêz-zêrb!!!; Soirée festive en support avec Récoltes solidaires*, Act-Montréal, 7 juin 2006. Source Internet consultée le 7 juillet 2007 :

<https://masses.tao.ca/pipermail/act-mtl/2006-June/002646.html>

Adorno, Theodor W. 1982. *Against Epistemology : a metacritique*. Oxford: Basil Blackwell, 248 p.

----- . 2005. *Minima moralia; réflexions sur la vie mutilée*. Paris : Petite Bibliothèque Payo, 356 p.

----- . 2003. *Dialectique négative*. Paris : Petite Bibliothèque Payo, 533 p.

Alcoufe, Alain *et al.* 2002. *Autour du développement durable*. Sciences de la société no.57. Paris : Presses universitaires du Mirail, 129 p.

Bakunin, Mikhail. 1842. *The Reaction in Germany; From the Notebooks of a Frenchman*. Paris: Deutsch-Französische Jahrbücher. S.p.

Bailly, Antoine *et al.* 1995. *Géographie régionale et représentations*. Paris : Anthropos, 115 p.

----- . et Beguin, Hubert. 2001. *Introduction à la géographie*

*humaine*, 8e édition. Paris : Éditions Armand Colin, 216 p.

Baskar, V. *et al.* 1995. *The North, the South and the Environment; ecological constraints and the global economy*. New-York: St-Martin's Press, 241 p.

Bédard, Mario. 2006. « La pertinence géographique et sociale d'un projet de paysage; errements et suffisances de notre habiter ». *Les cahiers de géographie du Québec*. Volume 50, numéro 141. Québec : Université Laval, pp. 409-414

Belshaw, Christopher. 2001. *Environmental Philosophy; Reason, Nature and Human Concern*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 322 p.

Biaggi, Vladimir. 1998. *Le nihilisme*. Paris : Flammarion, 229 p.

Biehl, Janet. 1998. *Le municipalisme libertaire*. Montréal : Écosociété, 293 p.

Blais, François, et Filion, Marcel. 2000. « De l'éthique environnementale à l'écologie politique; apories et limites de l'éthique environnementale ». *Philosophiques*, Volume 27, numéro 2. Montréal : Société de philosophie du Québec, pp.255-280

Blühdorn, Ingolfur. 2000. *Post-ecologist politics*. Londres : Routledge, 222 p.

Blunt, Alison et Wills, Jane. 2000. *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices*. Edinburgh Gate (Angleterre): Pearson Education, 212 p.

Bourque, Josette et Pelletier, Gabrielle. 2004. *Répertoire des groupes environnementaux du Québec 2004-2005*. Montréal : Réseau québécois des groupes écologistes, 201 p.

Bourrelier, Paul-Henri et Diethrich, Robert. 1989. *Le Mobile et la Planète ou l'enjeu des ressources naturelles*. Paris : Economica, 627 p.

Castells, Manuel. 1997. *The Power of Identity*. Oxford: Blackwell, 461 p.

Canel, Eduardo. 1997. *New Social Movement Theory and Resource Mobilisation Theory: the Need for Integration*. Dans Kaufman, Michael et Dilla, Alfonso. 1997. *Community, Power and Grassroots Democracy*. Londres: Zed Books, 230 p.

Cioran, Émil. 1995. *Œuvres*. Paris : Quarto, 1820 p.

-----, 2003 (1940). *Le Crépuscule des pensées*. Paris : l'Herne, 221 p.

Clapin *et al.* 2004. *Representation in mind; new approaches to mental representation*. Oxford: Elsevier, 244 p.

Collectif de Minuit. 2005. *Qu'est-ce que le Collectif de Minuit*.  
Québec : source Internet consultée le 8 juillet 2007.  
<http://collectifdeminuit.resist.ca/?q=node/1>

Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K).  
2007. *Répertoire de l'autonomie collective*. Montréal :  
source Internet consultée le 7 juillet 2007.  
<http://repertoire.crac-kebec.org/?q=node/1>

Comeau, Yvan. 1987. « Résurgence de la vie quotidienne et  
de ses sociologies ». *Sociologie et sociétés*, Volume 19,  
numéro 2. Montréal : pp. 115-123

----- et Turcotte, Daniel. 2002. « Les effets du financement  
étatique sur les associations ». *Lien social et Politiques*,  
Numéro 48. Montréal : Université de Montréal, pp.  
67-77

Corriveau, Yves et Foucault, Andréanne. 1990. *Le pouvoir du  
citoyen en environnement ; guide d'intervention  
québécois*. Montréal : VLB, 425 p.

Côté, Charles. 2003. *Des militants bloquent l'accès à la Kruger*.  
Montréal: La Presse, 27 novembre 2003, A-9.

Cresswell, Tim. 1996. *In place, out of place: Geography, Ideology  
and Transgression*. Minneapolis: University of  
Minnesota Press, p. 201.

CrimethInc. 2005. *Recipes for disaster, an anarchist cookbook*.  
Olympia: CrimethInc Worker's Collective, 621 p.

- Crossley, Nick. 2002. *Making sense of social movements*.  
Buckingham: Open University Press, 207 p.
- Cyr, Marc-André. 2006. *La presse anarchiste au Québec 1976-2001*. Montréal : Éditions Rouge et Noir, 222 p.
- Da Cunha, Antonio *et al.* 2005. *Enjeux du développement urbain durable ; transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 471 p.
- De Koninck, Rodolphe. 1998. *La géographie critique*. Dans Bailly, Antoine *et al.* 1998. *Les concepts de la géographie humaine*. Paris : Armand Colin, pp.185-198
- Di Méo, Guy. 1991. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris : Anthropos, 319 p.
- , 1998. *Géographie sociale et territoires*. Paris : Nathan, 317 p.
- Dobson, Andrew. 1990. *Green Political Thought, an introduction*. Londres: Unwin Hyman, 224 p.
- , Bell, Derek *et al.* 2006. *Environmental Citizenship*. Cambridge : MIT Press, 296 p.
- Dokik *et al.* 2003. *Symboliques et dynamiques de l'espace*. Rouen : Publications de l'Université de Rouen, 166 p.

Dupuis-Déri, François. 2006. *Idées noires ; les anarchistes et leurs journaux au Québec (2000-2006)*. Dans Cyr, Marc-André. *La presse anarchiste au Québec 1976-2001*. Montréal : Les Éditions Rouge et Noir, 222 p.

-----, 2007. *Les Black Blocs; la liberté et l'égalité se manifestent*. Montréal : Lux, 247 p.

Eckersley, Robyn. 2002. *Environmentalism and political theory: Toward an ecocentric approach*. Londres: University College London Press, 274 p.

Earthfirst! Journal. 2006. *Overview*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006, [http://www.activistcash.com/organization\\_overview.cfm/oid/271](http://www.activistcash.com/organization_overview.cfm/oid/271)

-----, 2007. *No compromise in defense of Mother Earth*. Source Internet consultée le 24 mai 2007, <http://www.earthfirstjournal.org/section.php?id=1>

Ellul, Jacques. 1977. *Le système technicien*. Paris : Calman/Lévy, 325 p.

Feinstein, Mike. 2006. *Global Greens to Come Together in Africa in 2007 & 2008*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. <http://www.globalgreens.info/>

Filippi, Bruno. 1919. *The Rebel's Dark Laughter*. Italie:

Iconoclasta, 34 p.

Forêt Noire (la). *Forêt Noire*. Source Internet consultée le 12 juillet 2007.  
<http://www.foretnoire.yi.org/foretnoire.html>

Frankfurt Institute for Social Research. 1972. *Aspects of sociology*. Boston : Beacon Press, 210 p.

Friends of the Earth. 2005. *About us; values and beliefs*. Source Internet consulté le 21 octobre 2006.  
[http://www.foe.co.uk/about\\_us/friends\\_earth\\_values\\_beliefs.html](http://www.foe.co.uk/about_us/friends_earth_values_beliefs.html)

----- International. 2005. *Foe groups*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006.  
<http://www.foei.org/groups/index.html>

Greenpeace International. 2006. *About Greenpeace*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006.  
<http://www.greenpeace.org/international/about>

Guay, Pierre-Yves. 2000. *Introduction à l'urbanisme*. Montréal : Modulo, 178 p.

Guilbert, Amandine et Kruzinsky, Anna. 2007. *LiberTerre : un groupe écoradical d'action directe*. Montréal : Collectif de recherche sur l'autonomie collective, 124 p.

- Hamel, Pierre. 1991. *Action collective et démocratie locale ; les mouvements urbains montréalais*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 239 p.
- Harnois, Marcel. 1986. *Les groupes environnementaux au Québec*. Montréal : MENVIQ, 128 p.
- Harvey, David. 1985. *Consciousness and the Urban Experience*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 293 p.
- . 1982. *The limits to capital*. Oxford: Basil Blackwell, 478 p.
- Heelan, Patrick A. 1983. *Space-representation and the philosophy of science*. Berkeley: University of California Press, 383 p.
- Jakubec, Joel. 2004. *Le développement durable ; un bilan multisectoriel provisoire*. Genève, Georg, 126 p.
- Jarboe, James F. 2002. *The Threat of Eco-Terrorism ; Congressional testimony*. Washington: Federal Bureau of Investigation. Source Internet consultée le 21 octobre 2006.  
<http://www.fbi.gov/congress/congress02/jarboe021202.htm>
- Klandermans, Bert et Mayer, Nonna. 2006. *Extreme right activists in Europe : through the magnifying glass*. Londres : Routledge, 309 p.

Kropotkine, Pierre. 1978 (1880-1882). *Paroles d'un révolté*. Paris : Flammarion, 278 p.

-----, 2001. *Œuvres*. Paris : La Découverte, 295 p.

-----, 1906. *The conquest of bread*. Etats-Unis : Éditions Chapman and Hall, 299 p.

La Terre d'Abord. 2004. *Occupation du bureau de circonscription de Paul Martin à Mtl*. Montréal : Source Internet consultée le 2 novembre 2006, [http://laterredabord.org/nouvelle\\_fr.php?id=1](http://laterredabord.org/nouvelle_fr.php?id=1)

Lacoste, Yves. 1976. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Librairie François Maspero, 187 p.

Lazarotti, Olivier. 2006. « Habiter, aperçus d'une science géographique ». *Cahiers de géographie du Québec*, Volume 50, numéro 139. Québec : Département de géographie de l'Université Laval, pp. 85-102

Lévy, Jacques *et al.* 1991. *Géographies du politique*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 219 p.

Lévy, Jacques et LUSSAULT, Michel. 2000. *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. Paris : Belin, 351 p.

Liberterre. 2004. *Liberterre*. Montréal : source Internet

consultée le 6 juillet 2007.  
<http://reclaimtheworld.ath.cx/liberterre/collectif.html>

Long, Douglas. 2004. *Ecoterrorism*. New-York : Facts On File, 300 p.

Malouin, Pascal. 2003. *Limites et contradictions des deux principaux discours écologistes contemporain*. Montréal : UQÀM, 81 p.

Manussos, Marangudakis. 1991. *Emerging ideologies in the environmental movement: the N. American case of "deep" and "social ecology"*. Montréal: McGill, 173 p.

Marcuse, Herbert. 1998. *Technology, War and Facism ; collected papers on Herbert Marcuse*. Volume 1. Londres: Routledge, 278 p.

Martinez-Alier, Juan. 2002. *Environmentalism of the Poor*. Angleterre: Bookcraft, 312 p.

Massé, Bruno. 2005. *L'Aube Noire*. Montréal : La Forêt Noire, 440 p.

-----, 2007. *The Noxious and the Daemon Flower*. Montréal : La Forêt Noire, 280 p.

Mauvaise Herbe (la). 2003. « La Mauvaise Herbe en quelques mots... ». Montréal : *La Mauvaise Herbe*, vol.2, no. 3, s. p.

- Morfus, A. 2006. *Au delà des visions Utopistes; le rejet d'une société idéale*. Montréal : La Mauvaise Herbe, 16 p.
- Muller, Jean-Louis *et al.* 2002. *Développement durable ; pour une entreprise compétitive et responsable*. France, sans éditeur, 157 p.
- Nietzsche, Friedrich. 1881. *La Volonté de Puissance*. Dans Biaggi, Vladimir. 1998. *Le nihilisme*. Paris : Flammarion, pp. 118-154
- Olivier, Lawrence. 2004. *Contre l'espoir comme tâche politique*. Montréal : Liber, 247 p.
- Özer, Atila. 1998. *L'État*. Paris : Flammarion / Corpus, 255 p.
- Paquette, Julie. 2002. « Expérience spatiale et bien-être urbain; le cas des jardins communautaires montréalais ». *Ethnologies*, Volume 24, numéro 1. Québec : Université Laval, pp. 45-74
- Paulet, Jean Pierre. 2002. *Les représentations mentales en géographie*. Paris : Anthropos, 152 p.
- Peet, Richard. 1998. *Modern geographical thought*. Oxford: Blackwell, 342 p.

----- et Watts, Michael. 2004. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. Londres: Routledge, 444 p.

Perlman, Fredy. 1983. *Against His-Story, Against Leviathan!* Detroit: Black and Red, 134 p.

Piaget, Jean. 1967. *La perception*. Paris: Presses universitaires de France, 239 p.

Radio-Canada. 2003. *Interventions au Sommet des Amériques : la GRC sévèrement critiquée*. Montréal : source Internet consultée le 2 mai 2007. [http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/nouvelles/200311/13/005-131103\\_grcrapport.shtml](http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/nouvelles/200311/13/005-131103_grcrapport.shtml)

-----, 2006. *Sommet des Amériques : une poursuite intentée à la Cour supérieure*. Montréal : source Internet consultée le 2 mai 2007. [http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2006/04/20/007-smmet\\_poursuite\\_james.shtml](http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2006/04/20/007-smmet_poursuite_james.shtml)

Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Techniques, 249 p.

----- et Bresso, Mercedes. 1979. *Travail espace pouvoir*. Lausanne : l'Âge de l'Homme, 166 p.

Reclus, Élisée. 1885. *Evolution and Revolution*. 7e édition. Londres: W. Reeves, 16 p.

-----, 1868. *La Terre*. Paris : Hachette, s. p.

-----, 1982 (1905). *L'homme et la Terre, tome I*. Paris : La Découverte, 182 p.

-----, 1982 (1905). *L'homme et la Terre, tome II*. Paris : La Découverte, 222 p.

Sakai, J. 2002. *The Green Nazi ; an investigation into fascist ecology*. Montréal: Kersplebedeb, 33 p.

Samers, Michael. 2006. *Changing the world: geography, political activism, and Marxism*. Dans Aitken, Stuart et Valentine, Gill. 2006. *Approaches to Human Geography*. Londres: Sage Publications, pp. 273-285

Scarce, Rick. 1990. *Eco-Warriors ; understanding the radical environmental movement*. Chicago: The Noble Press, 291 p.

Schopenhauer, Arthur. 1998 (1831). *L'art de toujours avoir raison*. Italie : Mille et une nuits, 85 p.

Schopenhauer, Arthur. 2002 (1819). *Le monde comme volonté et comme représentation*. Paris : Quadrige, 140 p.

Sénécal, Gilles et Saint-Laurent, Diane. 1999. *Le programme Éco-quartier de la ville de Montréal : une innovation en évolution*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique, 76 p.

- Sheperd, Nicole. 2002. « Anarcho-environmentalists; Ascetics of Late Modernity ». *Journal of Contemporary Ethnography*, Vol. 31, no. 2. Londres: Sage Publications, pp. 135-157
- Silvestro, Marco. 2006. *Politisisation du quotidien et récupération alimentaire à l'ère de la bouffe-minute*. Montréal : Collectif de recherche sur l'autonomie collective, 13 p.
- Smith, Mick. 2001. *An Ethics of Place; radical ecology, postmodernity and social theory*. New-York: State University of New York Press, 287 p.
- Suzuki, David. 2001. *L'équilibre sacré, redécouvrir sa place dans la nature*. Canada : Éditions Fides, 301 p.
- Tilly, Charles. 2004. *Social movements, 1768-2004*. Londres : Paradigm, 194 p.
- Touraine, Alain. 1974. *Pour la sociologie*. Paris : Éditions du Seuil, 243 p.
- , 1973. *Production de la société*. Paris : Éditions du Seuil, 542 p.
- Tremblay, François. 2005. « Du 'pas dans ma cour' à l'écocitoyenneté; Opposition aux centrales hydroélectriques privées et

projets locaux de société ». *Nouvelles pratiques spatiales*, Volume 18, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.26-38

Vaillancourt, Jean-Guy et Babin, Ronald. 1995. « Développement durable, sécurité globale et reconversion économique: points de convergence pour le mouvement vert et le mouvement pour la paix ». *Sociologie et sociétés*, Volume 21, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 171-181.

-----, 1981. « Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises : de la contre-culture et du conservationnisme à l'environnementalisme et à l'écosocialisme ». *Sociologie et sociétés*, vol. 13, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.81-98

-----, Raymond, Camille, Dumas, Brigitte *et al.* 1999. *Les sciences sociales de l'environnement*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 207 p.

Veyret, Yvette. 1993. *L'homme et l'environnement*. Paris : Presses universitaires de France, 423 p.

Watson, David. 1995. *Against the Megamachine : essays on empire and it's enemies*. Detroit: Autonomedia, 334 p.

Yearly, Steven. 2005. *Cultures of Environmentalism*. New-

York: Palgrave Macmillan, 205 p.

----- . 1996. *Sociology, environmentalism, globalization; reinventing the globe*. Londres: Sage Publications, 161 p.

Zemliak, Martin. 2001. *Traits principaux de la vie de Pierre Kropotkine*. Dans Kropotkine, Pierre. 2001. *Œuvres*. Paris : La Découverte, pp. 7-11

Zerzan, John. 1999 (1988). *Elements of Refusal*. Eugene: Paleo, 308 p.

----- . 1994. *Future Primitive and other essays*. New-York: Autonomedia, 185 p.

----- . 2002. *Running on Emptiness; the Pathology of Civilisation*. Los Angeles: Feral House, 214 p.

----- . 2005. *Against Civilization; readings and reflections*. Los Angeles: Feral House, 275 p.



## BIOGRAPHIE

Bruno Massé, alias Raven, est un géographe anarchiste et écologiste anti-civilisationnel. Ancien membre de l'ASÉ-UQAM, puis co-fondateur de Liberterre, de la Forêt Noire et du Comité de la Fin du Monde, co-rédacteur et membre de la Mauvaise Herbe, auteur des romans l'Aube Noire, *The Noxious and the Daemon Flower* et contributeur annuel au Festival de théâtre anarchiste de Montréal. Il réside actuellement à Montréal.

Samuel O'Breham Rondeau, alias Laëmas, est un artiste multidisciplinaire et anarchiste. Ancien membre de la Forêt Noire et co-fondateur du Comité de la Fin du Monde, ses œuvres ont fait la couverture de plusieurs livres, affiches et tracts du milieu militant, dont la Mauvaise Herbe, *Terre et Liberté*, ainsi que toutes les publications de Raven, de la Forêt Noire et du Comité de la Fin du Monde. Il réside actuellement à Montréal.



## DU MÊME AUTEUR...

- \* L'Aube Noire
- \* The Noxious and the Daemon Flower
- \* Darkling One,  
a wisp of shadowing verse
- \* La 4e Dimension,  
ou les quarante impératifs de la révolution

En vente à la Librairie l'Insoumise,  
2033 boulevard St-Laurent, Montréal